

ROUGE

La proportionnelle,

le seul découpage juste

Les télécoms,
à l'heure
informatique
(pages 19, 20, 21)



□ Silence, on magouille ! Depuis le printemps dernier et le rétablissement du scrutin majoritaire, les collaborateurs du ministre de l'Intérieur s'emploient diaboliquement à redessiner la carte électorale du pays. Oh, cette fois, on travaille dans la finesse, selon une technique qui s'apparente à la micro-chirurgie. Charles Pasqua s'est même payé le luxe de soumettre son projet à une commission d'experts désignés par la Cour des comptes, la Cour de cassation et le Conseil d'Etat. Comme il fallait s'y attendre, ces « sages », dont le cœur penche nettement à droite, lui ont donné acte de l'honnêteté de son travail, formulant simplement quelques objections lorsque les atteintes à l'égalité démographique des circonscriptions apparaissaient trop évidentes.

Le recours à une commission d'experts est sans doute une idée de génie. En acceptant nombre de remarques tâtilonnes des hauts magistrats, Pasqua se donne à bon compte une image de rigueur et d'irréprochabilité. Du même coup se trouve escamotée la réalité du tripatouillage gouvernemental : les villes coupées en morceaux, les circonscriptions démantelées jusqu'à en faire disparaître les structures naturelles, les cantons hachés menu pour gêner au maximum l'élection de députés de gauche.

Car tel est bien le fondement de l'opération en cours. La technique s'inspire des règles communes à tous les tricheurs et autres voleurs de suffrages. Dans tel département, on gonfle des circonscriptions contrôlées par la gauche afin de concentrer les voix de celles-ci. Dans tel autre, on entend contraindre des élus à changer de fief, s'ils veulent conserver une chance de revenir au Palais-Bourbon. Ici, on adjoit des cantons ruraux et favorables à la droite à une circonscription urbaine et populaire. Là, deux élus de gauche se retrouvent, comme par hasard, en

Craignant le vote des classes populaires, la droite a toujours cherché à fausser l'universalité des suffrages.

concurrence dans la même circonscription. Ailleurs encore, on ampute mystérieusement une circonscription du canton où s'exprime le plus grand nombre de voix socialistes ou communistes.

De tout cela découlent des situations aberrantes. Un habitant du Havre pourra se trouver avec le même représentant qu'un habitant de Bolbec, distant de

trente-cinq kilomètres. Vitry se verra étrangement couplé avec Alfortville bien que les deux cités soient séparées par la Seine. Et les Marseillais auront bien des difficultés à reconnaître leur ville, tant elle se trouve tronçonnée d'un trottoir à l'autre. On comprend l'angoisse qui s'empare de nombre de parlementaires parmi les plus connus

tels Mauroy, Poperen, Joxe, Lemoine, Duroméa, Hermier et Cresson.

On retrouve là une bien vieille pratique des gouvernements réactionnaires. Craignant le vote des classes laborieuses, la droite a toujours cherché à fausser l'universalité des suffrages. Ainsi, sous la II^e République, la loi du 31 mai 1850 aboutissait à

priver trois millions d'ouvriers du droit de vote, par une obligation de résidence de trois ans. Dans les années trente était réintroduit le scrutin uninominal à deux tours, dont Jaurès décrivait, dès 1910, le caractère antidémocratique : « L'usage du scrutin d'arrondissement a perpétué des mœurs électorales et politiques intolérables : la candida-

ture officielle, l'arbitraire dans les actes administratifs, l'arbitraire même dans l'explication des lois, la faveur substituée à la justice, le désordre dans les services publics, le déficit dans les budgets où les intérêts privés et de clientèle prévalent sur l'intérêt général ». Au lendemain de la Libération était institué un scrutin de listes départementales, avec représentation proportionnelle et listes bloquées, ce qui revenait à défavoriser les petits partis. La loi électorale de 1951, élaborée en commun par la SFIO et le MRP, reposait sur le système des apparentements et introduisait le principe majoritaire au sein de la proportionnelle.

Mais, c'est sans doute la V^e République qui poussa le plus loin la manipulation. Pour remédier à l'instabilité chronique des institutions antérieures et instaurer un Etat fort, on en revint au scrutin uninominal à deux tours et à un découpage des départements tel que les majorités relatives se voyaient démesurément amplifiées et que les formations charnières se re-

La technique de Pasqua s'inspire des règles communes à tous les tricheurs et autres voleurs de suffrages.

trouvaient éliminées de la représentation nationale. Dès 1958, il fallait 390 000 voix pour désigner un député communiste contre seulement 19 500 pour un gaulliste, un représentant de la SFIO ayant besoin de 72 500 suffrages pour siéger. De Gaulle pouvait alors s'exclamer, en plein Conseil des ministres : « Nous en avons pour plusieurs années. Je voulais briser les partis. J'étais le seul à pouvoir le faire et le seul à croire la chose possible au moment que j'ai choisi. »

La suite devait confirmer ce pronostic. Vingt-trois ans durant, des splendeurs de l'Etat UDR au giscardisme déclinant, la droite put conserver le pouvoir, même quand elle devint minoritaire dans le pays. Pour ne prendre que cet exemple, en 1978, RPR et UDF remportaient 56 % des sièges avec seulement 46,5 % des voix, la gauche n'en obtenant que 40 % bien qu'elle fût majoritaire en suffrages.

Le scrutin majoritaire se heurta rapidement à un important écueil : la bipolarisation. Cette dernière devait s'accompagner, durant les années soixante-dix, d'un aiguisement des conflits politiques et sociaux et déboucher sur la poussée populaire de 1981. Disposant,

Le découpage électoral opéré par Pasqua marque la rentrée politique et menace la cohabitation d'une nouvelle crise. Et pourtant, dans cette partie de poker menteur, toutes les cartes ne sont pas sur la table.

Magouille



blues

grâce à cette situation exceptionnelle, d'une majorité absolue à l'Assemblée, les socialistes se gardèrent toutefois bien d'instaurer la proportionnelle intégrale bien qu'elle figurât parmi les promesses du candidat Mitterrand. Sur les ruines de l'Union de la gauche et des espoirs trahis, ils instituèrent une proportionnelle approximative. La barre éliminatoire des 5 %, le caractère départemental de la consultation et le choix d'une répartition des sièges à la « plus forte moyenne » visaient tout à la fois à marginaliser les petits partis et à conforter les deux principaux pôles du jeu politique. Par là ressurgissait un vieux projet mitterrandien, celui d'un

système d'alternance douce permettant à la droite et à la social-démocratie de se succéder sans heurts au pouvoir, la cohabitation servant en quelque sorte de transition.

Revenue aux affaires, la droite se devait de revenir sur cette réforme électorale. Non que les règles en vigueur le 16 mars lui aient été défavorables. Mais, dans un contexte marqué par la crise économique et la fragilité de la coalition victorieuse, elle ne veut pas courir le risque d'une usure trop rapide. Elle en revient donc au fonctionnement originel de la V^e République.

Chirac et Pasqua partagent pourtant la préoccupation de leurs prédécesseurs et cherchent

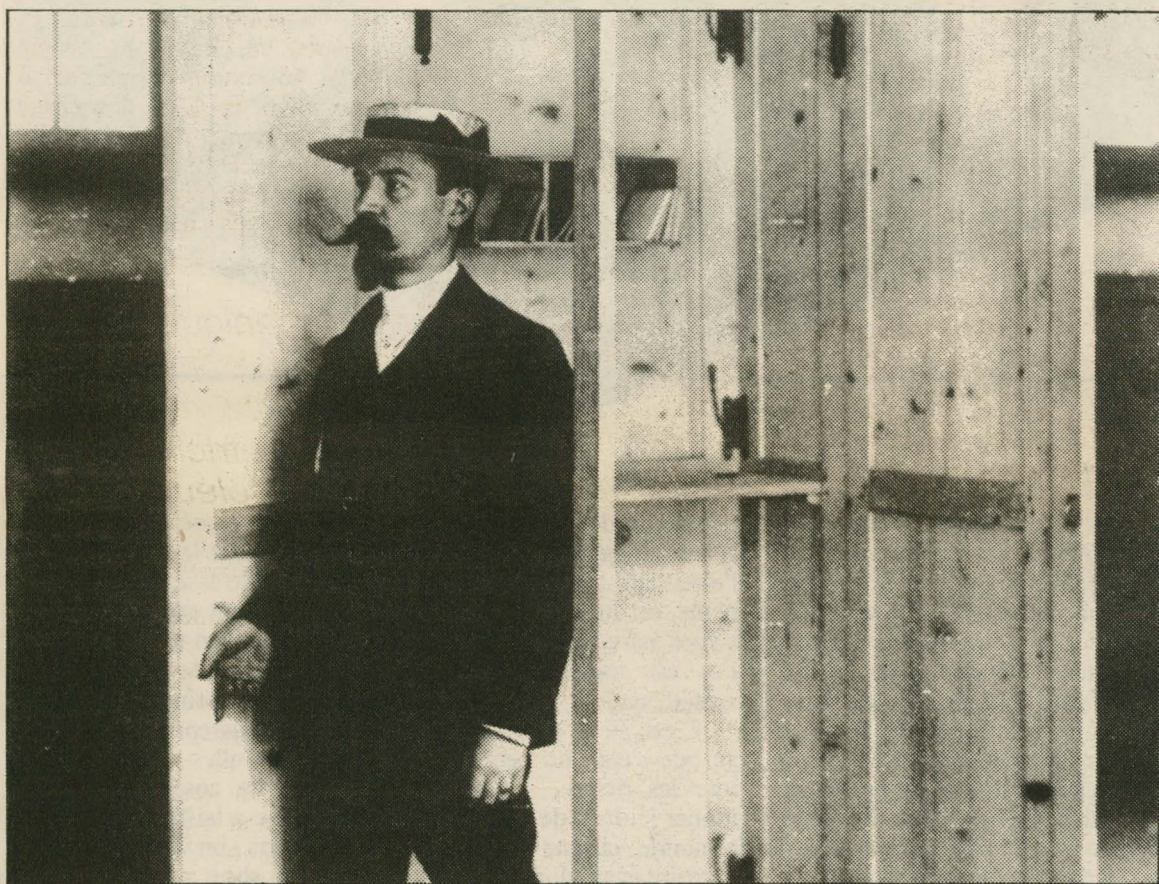
eux aussi, à surmonter les blocages institutionnels en restructurant la vie politique autour du PS et du RPR. Simplement, ils s'arrogent la part du lion, accentuent la vassalisation de l'UDF et placent les socialistes en position de recours, éloignant du même coup l'horizon de l'alternance. Le trucage de la carte électorale se révèle dès lors plus subtile que celui qui prévalait avant 1981, comme l'illustre la simulation publiée par *le Point* du 25 août. Grâce à la réforme de Pasqua, le RPR aurait obtenu entre 190 et 200 sièges le 16 mars dernier, l'UDF autour de 130 (contre 131 aujourd'hui) et le PS de 173 à 178 (contre 212 actuellement). Les « trouble-

fête » seraient les principales victimes de l'opération. Le Front national reviendrait donc avec un ou deux députés et le PCF ne pourrait surtout plus disposer d'un groupe parlementaire. La classe dominante ferait alors d'une pierre deux coups. Elle doterait son camp d'une plus grande cohésion disposerait d'un nouveau moyen de peser sur la structuration politique du mouvement ouvrier.

On comprend que la rue de Solferino se garde d'entrer en conflit ouvert avec le pouvoir et préfère négocier la délimitation des circonscriptions. En ce sens, dans *le Monde* du 3 septembre, Maurice Duverger proposait un scénario qui pourrait bien deve-

nir celui de l'Elysée : « *Le président de la République peut rendre le découpage en cours plus honnête. C'est mal poser le problème que le réduire au dilemme "signer ou ne pas signer"*. » Et de suggérer à François Mitterrand la constitution d'une nouvelle commission d'experts, afin d'obliger les gouvernants à faire quelques concessions. Dans cette subtile partie de poker menteur, le monde du travail n'a rien à gagner. Quelle que soit l'issue des tractations en cours, c'est la démocratie, c'est sa possibilité de peser sur la scène politique qui régresseront.

Christian Picquet



La politique de l'échec

Contrairement à ce que déclarent les dirigeants du Parti socialiste, ce n'est pas Pasqua qui peut empêcher la gauche d'être majoritaire.

□ Rappelons d'abord une évidence : le découpage électoral n'est pas en cause dans la défaite électorale de la gauche, lors des législatives de mars dernier. Lors des législatives précédentes, en juin 1981, le PS et le PC avaient même largement

renversé les obstacles soigneusement mis en place sous la V^e République pour empêcher la gauche d'être majoritaire à l'Assemblée nationale.

Après la victoire de Mitterrand contre Giscard, à la présidentielle, ce fut le raz de marée.

Mortifiée, la droite se retrouvait minoritaire au Palais-Bourbon. La gauche avait les moyens, tous les moyens de gouverner. Une majorité législative comme on n'en avait jamais vue.

Il faut rafraîchir les mémoires des responsables du PS et du PC

lorsqu'ils nous parlent aujourd'hui de découpage. Celui qu'a mijoté Pasqua est scandaleux, certes. Mais la cause première des échecs électoraux de la gauche est d'abord affaire de responsabilité politique : élue pour le changement, elle n'a pas voulu prendre les moyens de le réali-

ser. Le résultat était aisé à prévoir. Une partie des électeurs qui avaient voté pour elle s'en est détourné. Certains se sont réfugiés dans l'abstention, d'autres ont même redistribué leurs votes de la droite à l'extrême droite.

L'estime des électeurs pour les élus, en général, n'en est pas

Le seul découpage juste

Signera ? Signera pas ? De nouveau, le petit monde clos des politiciens bruisse de rumeurs sur l'attitude du chef de l'Etat lorsque lui sera soumise l'ordonnance sur le redécoupage électoral. Imperturbable, l'elu du 10 mai peaufine sa réputation de sphinx, répétant à l'envi : « *Nous verrons cela lorsque le Conseil d'Etat aura rendu son avis.* »

Mais que diable verra-t-on alors ? Tout est désormais parfaitement clair. Appuyés sur le plus antidémocratique des modes de scrutin, les tripotouillages de Charles Pasqua ne sauraient être rendus plus équitables. Quelles que soient les modifications qui seront apportées à son projet, il continuera à travestir éhontement les aspirations de l'électorat allant jusqu'à quasiment éliminer le PCF de l'Assemblée nationale. Ainsi le veut la logique du système récemment rétabli, système dont on a pu mesurer les effets pervers de 1958 à 1981. Il n'est donc pas d'hésitation possible. Comme sur les autres aspects de la politique gouvernementale, rien ne saurait justifier la moindre caution présidentielle au texte de l'ancien patron du SAC. La cohabitation subira un nouvel accroc ? Personne ne s'en plaindra, tant la coexistence feutrée qui s'est instaurée au

sommet de l'Etat sert exclusivement la réaction et lui permet de soumettre nos libertés et nos acquis à l'implacable régime du garrot.

Pour autant, un refus élyséen ne saurait suffire. Pour que l'opinion discerne dans cet affrontement autre chose qu'une rivalité visant à un meilleur partage du gâteau, il conviendrait de partir des plus élémentaires exigences de justice. En un mot, il serait grand temps d'en revenir au combat pour l'unique système vraiment démocratique et pluraliste, la représentation proportionnelle intégrale. Seule celle-ci peut assurer au citoyen la possibilité de se prononcer pour la formation et les orientations de son choix. Seule elle permet que chaque voix compte pour une, offrant par là-même la garantie que les engagements ne peuvent être foulés au pied, sitôt closes les campagnes électorales. Pas plus le PS que le PCF ne paraissent vouloir s'engager dans cette voie. Sans parler de Mitterrand qui ne manque jamais une occasion d'affirmer sa préférence pour le scrutin majoritaire. Ainsi la gauche gâche-t-elle une nouvelle occasion d'affaiblir les gouvernants.

Christian Picquet

sortie renforcée. 80 % des Français considèrent, selon une enquête publiée par le journal *le Monde*, que les hommes politiques, quel que soit leur bord, sont des menteurs. C'est dire !

La première des défaites de la gauche tient bien à sa politique. Découpage ou pas.

C'est, il est vrai, une caractéristique de la démocratie bourgeoise, d'élire des individus sur des promesses qu'ils ne tiendront pas. Surtout lorsqu'ils sont de gauche d'ailleurs. Lorsqu'ils sont de droite, il leur est un peu plus facile de satisfaire les engagements pris : tout faire pour que rien ne change. En résumé.

Cyniques, certains « fins politiques » en viennent même à expliquer qu'il vaut justement mieux ne pas faire de promesse, ne plus présenter de programme. Barre est un cas de ce type. Ses futurs électeurs n'ont qu'à bien se tenir, leur confiance doit et devra être aveugle. Belle démocratie.

Avant mai 1981, la gauche n'était pas sur cette longueur d'ondes. Elle élaborait même des programmes de gouvernement. Et si nous étions à l'époque des plus critiques quant à leur efficacité — avec raison, comme la suite l'a montré — ils existaient. Noir sur blanc.

Et puis, vint le temps de passer des paroles aux actes. Cinq ans durant. Et la réduction du

La caractéristique du système : faire élire des individus sur des promesses qu'ils ne tiendront pas.

temps de travail à trente-cinq heures pour lutter contre le chômage ou la défense de l'école laïque, pour ne prendre que ces deux exemples, restèrent promesses sur papier.

« On ne peut pas faire autrement », le refrain est connu. Il a beaucoup servi la gauche ces cinq dernières années, lorsqu'elle faisait le contraire de ce qui avait été promis. Ce qui, au passage, ôte tout de même une bonne part de sa valeur à la démocratie que l'on nous présente comme modèle. S'il n'y a pas de choix possible, lorsqu'on arrive au moment de les faire, à quoi servent donc nos votes, les programmes que l'on nous propose ?

Mais, « globalement, ça va dans le bon sens ». Cette variante-là fut utilisée à loisir par le PCF qui, lorsqu'il était au gouvernement, devait avaler « couleuvre sur couleuvre ». Elle sert en gros le même dessein. Justifier dans le détail une politique qui va dans le sens contraire de celle qui avait été promise.

« Globalement ». Et surtout, éviter à tout prix que les travailleurs s'en mêlent.

« Chose promise, chose due », dit-on ! L'honnêteté minimum, qui voudrait tout de même que les promesses soient

Le seul recours en permanence se trouve hors du terrain parlementaire

tenues, n'est donc pas en vigueur dans la démocratie qui nous sert de modèle. Imaginez un peu que cela devienne la règle. Qu'en tout domaine, ce qui est promis ne soit pas accordé. Belle morale pour toute une société !

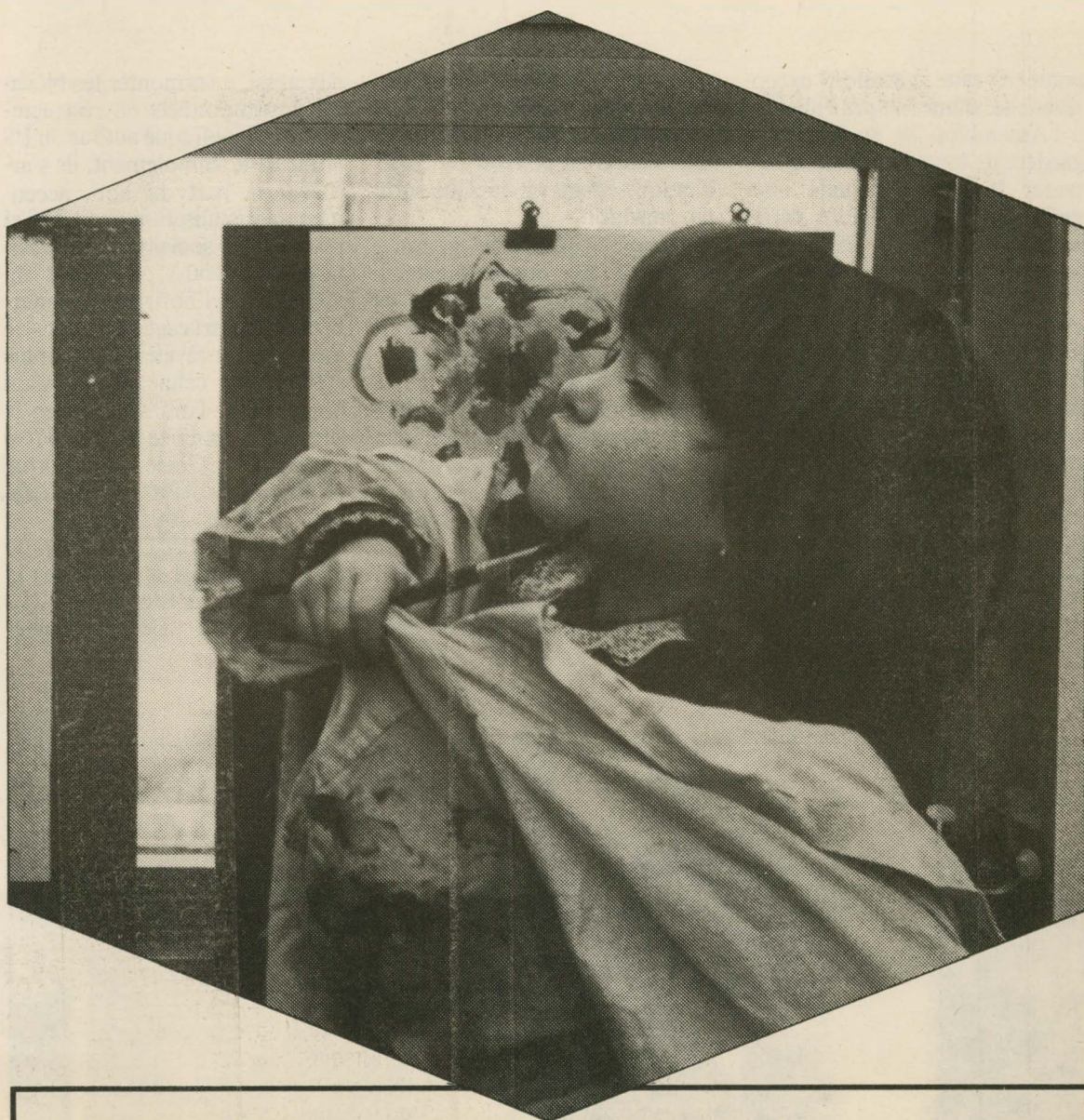
Mais le mandat parlementaire protège logiquement pendant cinq ans les députés qui sont élus. Sans que personne n'ait de compte à leur demander — à moins d'élections anticipées. Le seul recours, en permanence, pour obtenir ce qui était promis, se trouve donc... en dehors du terrain parlementaire. C'est la voie de l'action, de la mobilisation. C'est la lutte qui intervient lorsque les travailleurs cherchent à transformer ce qu'on leur présente comme intouchable, lorsqu'ils s'intéressent de si près à la politique, qu'ils exigent la réalisation des promesses, ou cherchent à imposer un changement qui n'a que trop tardé.

Ce dont les appareils politiques et les élus d'ailleurs ont horreur. Il suffit de comparer deux mois de mai. Mai 1968 et mai 1981. En 1968, la population active est mobilisée, les usines sont occupées, les travailleurs cherchent une alternative dans l'action au régime gaulliste en place depuis 1958. De Gaulle propose des élections pour trancher la question. Le PCF et la CGT font cesser les grèves afin que chacun se rende aux urnes. La gauche perdra magistralement les élections et le PCF et la CGT ne s'en sont d'ailleurs jamais remis...

En 1981, le point de départ est inverse. C'est sur le terrain électoral que la gauche est en position de force. La droite est défaite. Même si les possédants sont toujours là, bien décidés à défendre leurs biens, et à mettre tous les bâtons dans les roues de ceux qui voudraient changer quoi que ce soit. La gauche n'appellera surtout pas les masses à se mobiliser pour imposer le changement.

Ceux qui légifèrent d'un côté, ceux qui peuvent agir de l'autre ! C'est en respectant ce découpage-là que la gauche officielle accumule ses défaites. Des millions de travailleurs en paient le prix !

Michel Morel



1 = 2

C'est pourtant vrai : des millions de gosses vont encore apprendre en cette nouvelle année scolaire que 1 = 1. Et c'est pourtant faux. Un n'a jamais été égal à un, sauf à l'école. Regardez les élections, par exemple. Il n'y a pas si longtemps avec le suffrage censitaire, un pauvre ne valait rien du tout, il n'avait qu'à être riche, après tout, s'il tenait absolument à voter. A l'époque un pauvre = une fraction de riche. Problème : sachant que j'ai vingt millions de pauvres et un demi-million de riches, dites combien il faut de pauvres pour faire un riche.

Puis, on s'aperçut que c'était un peu salaud pour les pauvres : ils n'avaient déjà pas un sou, on pouvait au moins leur donner un bulletin de vote. De voter, ça leur donnerait l'impression d'être riche.

Oui, mais c'est une chose de donner un bulletin à un pauvre, c'en est une autre de le donner à une pauvre. Car un n'est pas égal à une. Les femmes n'avaient qu'à influencer leur mari ou faire des fils, après tout, si elles tenaient absolument à voter.

Puis, on s'aperçut que c'était un peu salaud pour les femmes : elles avaient déjà tous les soucis pour elles, on pouvait au moins leur donner

un bulletin de vote. De voter, ça leur donnerait l'impression d'être égale à un. Mais, quand même, on attendit 1946 pour le faire, parce que la précipitation est toujours mauvaise conseillère...

C'est alors qu'on s'aperçut que c'était un peu salaud pour les riches : à force de donner le droit de vote à tout le monde, chacun finirait par se croire égal, alors qu'en fait certains sont plus égaux que d'autres. C'est pourquoi, on inventa la circonscription. Grâce à elle, une voix du Cantal valait dix voix de la banlieue parisienne. Les banlieusards n'avaient qu'à habiter le Cantal, s'ils voulaient voter comme dix, après tout on les oblige pas à rester à Ivry.

Un monarque éclairé décida donc que ses sujets méritaient la proportionnelle. Hélas, encore hélas : certaines voix étaient plus proportionnelles que d'autres. Car les petits fiefs qui faisaient moins de 5 % des voix étaient rayés de la carte du royaume. Une voix de ces sujets-là pesait autant qu'un pet de lapin. Pourquoi 5 %, pas 7 % ou 2 % ? se demandaient les vasaux.

On s'aperçut que c'était salaud pour les petits fiefs de leur faire croire qu'ils pour-

raient être représentés à la cour, alors que la barre serait toujours mise assez haut pour qu'ils en soient exclus. Le roi donna donc son agrément au rétablissement de la circonscription. Le prince Charles Passequoi-Passepartout, dit Prince-de-Galles chez les amateurs de costards, s'employa donc à tailler les vestes et les shorts : un veston croisé par-ci, un short par-là.

Maintenant, vous n'êtes même plus obligés d'aller voter : par exemple, si vous habitez Lille-ouest vous êtes sûrs d'être socialiste, si vous êtes à Lille-est, je vous jure que vous êtes RPR. Surtout ne vous dérangez pas : les résultats sont déjà connus du ministère de l'Intérieur.

Tout le monde dit et sait que c'est fait exprès pour qu'un pourcentage donné de voix donne une majorité et pas une autre. Mais tout le monde accepte. Il sera donc dit qu'une voix n'est pas égale à une voix, selon que Beau-costard fera passer le trait un peu plus au nord-est ou au sud-ouest du troisième canton de la deuxième circonscription de votre département. D'accord. Mais au moins, ne dites plus jamais aux enfants que 1 = 1.

Nicolas Jeanson

31 AOUT

Du vent dans les voiles



Dans le climat de la dernière période, certains voyaient le Parti socialiste voguer calmement dans les eaux d'une opposition tranquille, à la remorque d'un président dont la popularité s'accroît au fur et à mesure que décline celle de son Premier ministre. Coup sur coup, ce week-end, des dirigeants du parti viennent de relancer l'affrontement des courants. Devant les militants de son regroupement, Pierre Mauroy vient ainsi de formuler ce verdict accablant : « Depuis cinq années, le parti a été invité à la retenue. Chut ! Nous soutenons le président de la République. Chut ! Nous soutenons le gouvernement. Il ne faudrait pas nous proposer à présent : chut, nous préparons les présidentielles. » Querelle de chefs, rivalité de factions ? Sans doute, mais pas seulement.

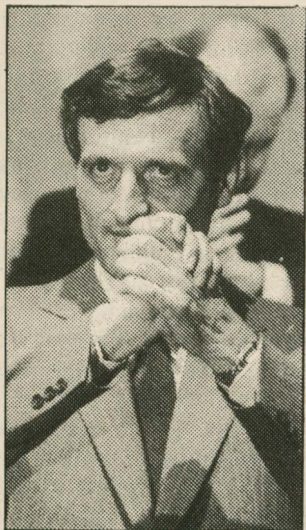
Depuis le 16 mars, le PS se trouve contraint de gérer une situation des plus délicates. Parti d'opposition, il doit s'efforcer d'enranger le mécontentement provoqué par la politique chiraquienne. Principal soutien du chef de l'Etat, il ne peut toutefois prendre d'initiatives risquant d'embarrasser ce dernier. Voyant se rapprocher les échéances électorales, il tente en outre d'administrer la preuve qu'il a définitivement assimilé la « culture de gouvernement ».

Nombreux sont aujourd'hui les militants qui s'interrogent. Le PS a déserté les grandes mobilisations sociales du printemps. Ses campagnes se sont dégonflées comme des baudruches. Il n'a su trouver le ton juste à propos d'aucune des attaques du pouvoir. Confronté au découpage électoral qui menace nombre de ses positions, il a attendu pour réagir d'avoir le feu vert de l'Elysée. Quant aux perspectives politiques, il en est singulièrement démuné, comme le démontre la disparition, à peine créé, du Conseil national de la gauche.

Pareille situation ne pouvait que raviver les débats internes, certains courants tentant de profiter du malaise des militants pour se repositionner à gauche de l'échiquier socialiste. Reste qu'en dehors d'une éventuelle candidature de leur leader à l'investiture du parti pour 1988, ils n'ont guère plus de projet que Lionel Jospin.

1^{er} SEPTEMBRE

Troisième cohabitation



Depuis le scrutin de mars dernier, on parlait de cohabitation à propos des rapports entre l'Elysée et Matignon. Le mois dernier, le ministre de la Culture désignait sous ce terme les relations entre les deux grandes composantes de la majorité. Au terme d'une semaine durant laquelle chacun des groupes de l'UDF a tenu son université d'été, le mot permet également d'évoquer le climat régnant à l'intérieur de la confédération giscardobarriste. François Léotard rend le mieux compte de cette difficulté à vivre ensemble quand il pose sa candidature à la succession de Jean Lecanuet.

A dire vrai, cet éclatement était inscrit depuis longtemps dans les faits. Le regroupement constitué au milieu des années soixante-dix ne fut jamais qu'un agrégat de six formations distinctes, dont le seul point commun était le soutien à Giscard. Mais chacune demeurait animée d'ambitions contraires à celles de ses partenaires. Déjà fragilisée par la défaite de son leader en 1981, l'UDF ne pouvait traverser sans nouvelle crise la situation ouverte par le 16 mars. Face à un RPR disposant de l'essentiel des leviers de commande, elle se retrouve dépourvue de tout projet propre. Réduite au rôle peu glorieux de faire-valoir de

son envahissant allié, elle ne peut même pas affirmer son originalité autour d'un leader incontesté, aucun de ses présidentiables ne se révélant capable de s'imposer à ses rivaux. D'où un trop plein de candidats qui, faute de trouver une perspective à l'intérieur de la confédération, cherchent un débouché dans leur affirmation autonome.

Au-delà de ces développements tragi-comiques, c'est un paysage politique entièrement remodelé qui se dessine. La polarisation du jeu politique entre chiraquiens et socialistes, renforcée par les nouvelles règles électorales, va conduire ces partis intermédiaires à revoir leurs alliances. Certains seront tentés d'avaliser la toute-puissance du RPR et de négocier leur position de force d'appoint, dans la perspective de la prochaine présidentielle. Et si Barre ne parvient pas à s'imposer comme le concurrent direct du postulant socialiste, se reposera *ipso facto*, pour d'autres, le problème d'un axe socialo-centriste. Pour être incertain, l'avenir à droite n'en est pas moins passionnant.

3 SEPTEMBRE

Deuxième vague



On purge. Pour la seconde fois, le Conseil des ministres vient de se voir soumettre une nouvelle vague de nominations de PDG dans le secteur public. Cette fois, le mouvement concerne les filiales des entreprises et des banques. Ces libéraux qui se prétendaient jadis les adversaires farouches de l'interventionnisme étatique ont rapidement tombé le masque. Dans la meilleure tradition de la V^e République, l'alternance redevient synonyme de limogeage. En moins de six mois d'exercice du pouvoir, le gouvernement sera donc parvenu à changer la plus grande partie des cadres dirigeants des entreprises possédées par l'Etat. Non que le personnel nommé par la gauche ait démérité. Au contraire, les chefs de file de la droite ne tarissent pas d'éloges sur leurs capacités gestionnaires, la qualité de leurs comptes d'exploitation et leur fermeté envers les salariés. Il n'en demeure pas moins que les gouvernants entendent s'assurer du contrôle total des secteurs concernés.

La période qui s'ouvre doit en effet aboutir à la restitution au privé de soixante-cinq établissements industriels et financiers. Les nouveaux PDG devront notamment faire en sorte que leurs entreprises se vendent dans les meilleures conditions sur le marché financier. Dans le même temps, ils devront relayer le vaste processus de déréglementation engagé par le gouvernement. Celui-ci touche particulièrement les banques qui voient disparaître les cloisonnements financiers. Ainsi, demain, toute banque sera à même de distribuer des prêts bonifiés aux petits boutiquiers, rompant avec le monopole jusqu'alors exercé par les banques populaires.

A terme, chaque banque pourra de même proposer toute la gamme des produits financiers à ses clients. Ce qui aura pour effet de remettre en cause la spécialisation de nombreux établissements. Par-delà ces dispositions, l'offensive libérale se concrétisera essentiellement sur les marchés financiers, l'objectif étant que les acteurs concernés puissent se financer eux-mêmes, sans intervention de l'Etat et au coût le plus avantageux possible. On le voit, l'équipe au pouvoir ne perd pas de temps pour satisfaire les exigences de ses mandants.

Christian Picquet

ENSEMBLE, MAINTENANT, FORGER L'UNITE DANS LES LUTTES, L'UNITE POUR LA LUTTE CONTRE CHIRAC

1. LE GOUVERNEMENT CHIRAC EST LE PLUS REACTIONNAIRE DE LA V^e REPUBLIQUE, SA POLITIQUE EST BRUTALEMENT ANTI-OUVRIERE ET ANTIDEMOCRATIQUE.

La brutalité sociale, le mépris pour les libertés démocratiques, la défense ouverte des privilèges des possédants qui caractérisent la politique du gouvernement Chirac depuis mars 1986 font de ce dernier le gouvernement le plus réactionnaire que la V^e République ait connu.

De 1981 à 1986, la gauche disposait d'une majorité et de moyens institutionnels sans précédent pour s'attaquer sérieusement à la crise et au chômage. En reniant ses propres engagements, en se pliant aux exigences du patronat, en trahissant les espoirs de changement mis en elle par les travailleurs, elle a ouvert la voie au retour en force de la droite. Mais aujourd'hui, c'est bien face à cette droite arrogante, qui a Reagan et Thatcher pour modèles, que se retrouvent les salariés, les chômeurs, les immigrés, les femmes, les jeunes. Pour tous, l'entreprise de destruction de leurs droits et de leurs conquêtes menée par Chirac est une menace, un danger, une réalité



Les dessins de cette page et des deux suivantes sont tirés de « Bonne année pour tous » de Plantu, de « Libéral, nous voilà... ! » de Wolinski et de « Bien dégagé sur les oreilles » de Cabu, parus respectivement aux éditions La Découverte-le Monde, Denoël, La Découverte.

désastreuse. Tout cela constitue des raisons plus que suffisantes pour rassembler toutes les forces, sans aucun préalable et sans attendre, dans le combat contre les mesures gouvernementales en matière d'emploi, de salaires, de protection sociale, d'éducation, de libertés, de culture.

L'illusion néfaste serait de croire qu'à force de mesures impopulaires, Chirac va s'user et au bout du chemin laisser la place à la faveur des prochaines élections. Car, entre-temps, Chirac aura commis tant de dégâts que nul ne peut prévoir quelle sera alors la situation des travailleurs. Les attaques déjà portées aujourd'hui (politique salariale de rigueur, développement de la flexibilité, dénationalisations, accroissement de la répression et de la chasse aux immigrés) en préparent de plus fortes demain.

Alors, il n'y a aucune cohabitation possible avec une politique et un gouvernement pareils. Ceux qui disent le contraire, en prêchant à nouveau la patience pour des lendemains électoraux qui rechangent, dissimulent cette vérité : le plus important aujourd'hui, contre les brutales attaques d'aujourd'hui, ce n'est pas d'attendre des élections dont le résultat n'est pas plus garanti que le courage des dirigeants de gauche de-



main contre les possédants, alors que, sur l'essentiel, ils se sont soumis à leurs exigences pendant cinq ans. C'est aujourd'hui qu'il faut se battre. Le gouvernement Chirac est loin d'être stable, sa majorité parlementaire est étroite, les rivalités s'aiguisent au sein de la coalition RPR-UDF dont les chefs préparent déjà la course présidentielle. La droite sait fort bien que le mouvement ouvrier n'est pas sorti écrasé de la défaite du 16 mars.

Dès maintenant, ensemble, le plus important c'est de faire échec aux mesures de Chirac pour pouvoir s'en débarrasser demain dans des conditions où les travailleurs auront cette fois leur mot à dire sur la politique à suivre. Le plus important, c'est l'intervention active et massive des travailleurs et de tous ceux et celles qui sont victimes de la même offensive réactionnaire sans précédent.

2. LA QUESTION-CLE, L'ENJEU IMMEDIAT, C'EST LA MOBILISATION UNITAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS ET DE TOUTES LES ORGANISATIONS OUVRIERES POUR METTRE CHIRAC EN ECHEC.

Chirac peut et doit être battu. Bien sûr, l'application ces dernières années de tous les plans gouvernementaux et patronaux d'austérité a ébréché les forces de la classe ouvrière. Face à la crise qui fait de plus en plus sentir ses effets, face à la politique d'austérité des directions de la gauche, le désarroi, la résignation, le sentiment d'impuissance en ont gagné beaucoup. La déception politique et ses conséquences en mars 1986 n'ont rien arrangé. La droite et l'extrême droite ont progressé. Il serait vain de cacher cette réalité et le fait que la situation est plus dure, les obstacles plus nombreux qu'auparavant. Il est nécessaire de le comprendre et de discuter largement les raisons qui ont permis que le résultat électoral de 1981 soit inversé en 1986.

Il faut le faire, mais sans que ce bilan soit un préalable à l'indispensable action commune contre Chirac et la droite. Au nom du bilan d'hier, il serait aujourd'hui criminel de mettre des entraves à la possibilité d'une riposte unie de tous les travailleurs et de toutes leurs organisations. Car seule une telle mobilisation unitaire peut redonner confiance aux travailleurs, convaincre les hésitants de s'engager dans

la lutte, mettre Chirac en échec et, par là, tracer une perspective politique pour l'avenir.

Oui, la politique de Chirac peut et doit être battue si toutes les énergies sont rassemblées pour cet objectif, s'il devient celui de toutes les composantes du mouvement ouvrier. Union pour l'action, action dans l'union : telle est la devise de l'heure !

Empêtrés dans leurs rivalités d'appareil, préoccupés par leurs calculs de boutique, leurs manœuvres d'influence et leurs opérations électorales, les états-majors des grands partis de gauche et des syndicats n'adopteront certainement pas spontanément cette devise :

— Depuis le 16 mars, le PCF s'est engagé sur une ligne de division acharnée qui trouve son expression dans le refus de toute action unitaire, nationalement ou localement.

— De son côté, le PS, au lieu de définir de réelles propositions unitaires, sans exclusives, de résistance et d'action, poursuit une cohabitation qui fait le jeu de Chirac.

Il s'agit donc d'une bataille qu'il faut livrer contre la division qui nourrit l'inaction et l'inaction qui encourage la division. Cette bataille peut être forte de l'aspiration des travailleurs qui réalisent, de plus en plus nombreux, que contre le chômage, la baisse du pouvoir d'achat, les amputations de la protection sociale, les privatisations à tout crin, la lutte isolée dans chaque entreprise touchée par ce que les bourgeois osent appeler « la modernisation » ne fait pas le poids.

A l'évidence, faute de volonté politique des directions majoritaires, faute d'essor suffisant des luttes, d'élan unitaire dans la mobilisation, de définition claire des revendications qui sont les plus brûlantes pour tous, les conditions d'un mouvement d'ensemble contre les mesures du gouvernement ne sont actuellement pas réunies. Mais il faut s'y efforcer, retrouver le chemin des luttes et de l'action collective. D'abord en expliquant la nécessité d'un tel mouvement, dans tous les conflits qui d'ores et déjà mettent les travailleurs aux prises avec leur patron ; ensuite en imposant, dans chacune de ces luttes, l'unité d'action syndicale et le contrôle du mouvement et de ses revendications par les travailleurs eux-mêmes ; enfin en veillant justement à la défense intransigeante des revendications, à l'encontre de toutes les propositions fallacieuses de compromis sur le terrain patronal avant même que le mouvement puisse marquer la négociation finale du rapport de forces créé par les salariés. On y parviendra si le cercle vicieux de la division et de l'absence de perspective est brisé par un puissant mouvement d'opinion et de lutte s'exprimant au sein de la classe ouvrière, de la jeunesse, de la population. Ce mouvement peut se développer à partir de combats partiels, sur des terrains variés et selon des revendications propres. Mais il est essentiel de n'en négliger aucun, d'assurer leur popularisation, de rechercher des formes d'élargissement et de solidarité à tous les échelons possibles. Ainsi peuvent se mettre en place les éléments de la préparation du « tous ensemble » nécessaire contre la politique de Chirac.

Le premier pas dans cette direction, c'est à coup sûr d'offrir un objectif crédible aux luttes, à toutes les luttes, quel que soit leur point de départ : mettre en échec la politique de Chirac par l'unité d'action de tous les travailleurs et de leurs organisations.

3. LA PERSPECTIVE POLITIQUE, C'EST DE CREER PAR LA LUTTE LES CONDITIONS POUR CHASSER CHIRAC ET IMPOSER UN GOUVERNEMENT AUSSI FIDELE AUX TRAVAILLEURS QUE CHIRAC L'EST AUX POSSEDANTS.

Mettre Chirac en échec, le chasser, mais pour le remplacer par quoi ? Cette question, beaucoup de travailleurs se la posent déjà en ayant l'impression qu'il n'y a aucun autre débouché à la lutte sinon que la gauche revienne au gouvernement et se remette à faire une politique d'austérité. Alors, à quoi bon tous ces efforts ?

La politique de Chirac et de son gouvernement de vieux barbouzes et de jeunes loups libéraux d'extrême droite ne peut être battue que par un ample mouvement de masse. On l'a vu depuis mars, la guérilla parlementaire, dans le respect des institutions de la V^e République, ne peut y parvenir ; d'autant qu'elle est faite pour la forme par des gens qui déclarent, par ailleurs, qu'il faut que l'expérience de la cohabitation se déroule jusqu'au bout avec Chirac, son gouvernement et sa politique. Le savant jeu de cache-cache de Mitterrand autour des ordonnances (avalisées ou renvoyées au Parlement) n'est pas plus une garantie de protection contre ces attaques. Toutes les ordonnances s'intègrent à l'offensive réactionnaire. Toutes doivent être rejetées. Leur signature par Mitterrand témoigne de ses accommodements avec Chirac.

Seule la mobilisation unitaire, l'action collective, dans les entreprises, dans la rue, contre les mesures de Chirac, de Pasqua, de Léotard et des autres peut créer le rapport de forces qui les contraigne à reculer. En faisant cela, dans la lutte, les travailleurs mettront au premier plan les revendications qui défendent leurs intérêts, pour l'emploi, contre les inégalités, pour les libertés. De la sorte, dans le mouvement ouvrier tout le monde se trouvera aussi contraint de se définir par rapport à ces exigences, plutôt que de spéculer sur des combinaisons électorales coupées de toute perspective de mobilisation sociale.

Forger l'unité pour la lutte contre Chirac, c'est donc le meilleur moyen de mettre à l'ordre du jour la question de son remplacement par un gouvernement qui satisfasse les revendications de l'heure.

Il est encore trop tôt pour donner un contenu plus précis à ce débouché politique. Il faut d'abord constituer le rapport de forces qui le rende d'actualité. Pour en finir avec Chirac et pour ne pas revenir à ce que les travailleurs ont connu en 1981 et 1986, il est cependant indispensable de sortir de l'impasse de l'alternance entre la vraie droite et la gauche qui gère la crise, en se fixant pour but d'imposer un gouvernement aussi fidèle aux travailleurs que Chirac l'est aux possédants.

C'est pourquoi l'horizon de la lutte est clairement politique. D'abord pour empêcher l'application des mesures du gouvernement Chirac ; ensuite, avec un rapport de forces favorable créé par cette lutte, pour imposer un gouvernement qui rende des comptes à cette mobilisation et agisse pour la satisfaction des revendications ouvrières et populaires.

4. DANS UNE SITUATION DIFFICILE, LES TRAVAILLEURS COMMENCENT A PRENDRE CONSCIENCE DE LA POSSIBILITE ET DE LA NECESSITE DE LA RIPOSTE.

Les indices d'un début de remobilisation ouvrière existent. Le printemps et le début de l'été ont vu se multiplier les journées de grève et de manifestations contre les attaques patronales et gouvernementales. Les mauvais coups de Chirac cet été auront certainement les mêmes conséquences à l'automne.

Dans le cadre actuel, cette remobilisation risque pourtant de rester sans lendemain. Les journées d'action, lancées conjointement par les centrales syn-

dicales, ont montré une volonté de riposte des travailleurs. Mais la ronde des journées d'action épuise leurs forces et ne peut être couronnée d'aucun succès revendicatif tangible — comme c'est hélas le cas — si l'unité d'action de bas en haut ne trace pas un chemin à toutes les luttes partielles.

Dans une situation défensive, les luttes sont certes appelées à démarrer sur le terrain des entreprises et des secteurs les premiers concernés. Mais le caractère des attaques, à TF1, aux PTT, à Renault, dans les banques, les chantiers navals ou la fonction publique répond à une même politique de restructuration, de

cohabitation pour éviter de donner une réponse concrète aux problèmes qui assaillent les travailleurs.

Les dirigeants du PS, tous courants confondus, ne font même pas semblant d'en appeler à la mobilisation. Dans aucune, le PS, en tant que parti, ne joue un rôle quelconque, même si nombreux sont ses militants qui y participent. Il ne défend aucun projet, aucune politique de changement et se trouve ravalé au rôle peu glorieux de relais médiatique des manœuvres de l'Elysée dans le cadre de la cohabitation. Les dirigeants socialistes sont tournés vers un seul et unique objectif : la présidentielle dont Mitterrand détient



compression des effectifs, de mise en cause des statuts du personnel. Face à cette attaque globale, il faut travailler à la mise en œuvre d'une réponse globale.

Sous les coups du gouvernement, le climat politique et social est en train de se modifier. C'est l'occasion de mettre au premier plan des mots d'ordre unificateurs, des formes de lutte mobilisatrices et regroupant les forces, au lieu de les éparpiller, comme le font les directions syndicales. C'est possible parce que les travailleurs commencent à prendre conscience que la riposte est possible et nécessaire. Le principal frein à la mobilisation demeure la fragmentation des revendications et des conflits. Ensemble, tous les « privatisables » seraient plus forts, les employés des entreprises qui ferment ou licencient aussi. Tous ensemble, salariés du public et du privé, ils sont en butte aux mêmes agressions contre leur emploi, leur pouvoir d'achat, leurs droits sociaux.

Il ne suffit donc pas de constater qu'une volonté de riposte se fait jour. Il faut maintenant lui donner les moyens de s'exprimer pleinement et efficacement, dans l'action unie pour les revendications communes. Cela signifie, dès la rentrée, unité d'action syndicale et convergence des ripostes pour mettre Chirac en échec.

5. LES DIRECTIONS DU PS, DU PCF, DES SYNDICATS S'ACCOMMODENT DE LA COHABITATION POUR DISPERSER LA MOBILISATION ET REPANDRE LA DIVISION.

A un titre ou à un autre, les directions des partis ouvriers et des syndicats s'accommodent toutes de la

toutes les cartes. C'est pourquoi, si son influence progresse, ses capacités d'organisation et de direction de la classe ouvrière restent aussi limitées. Malgré la politique d'austérité menée par ses dirigeants au gouvernement, il apparaît pour bon nombre de travailleurs comme l'instrument le plus efficace de résistance à la droite sur le terrain électoral. De plus, son discours sur la « modernisation » gérée par la gauche a des échos indéniables, y compris dans certaines fractions du salariat et du mouvement ouvrier.

La direction du PCF continue de descendre la spirale sectaire de l'échec. Face à la crise qui secoue son parti, elle bétonne l'appareil contre toutes les critiques. Elle n'a aucune perspective politique : personne ne croit que le « rassemblement populaire majoritaire » puisse être autre chose qu'une formule creuse dans les conditions actuelles. En mettant le PS dans le même sac que la droite, les dirigeants communistes ont pour souci principal de saboter toute possibilité réelle d'unité d'action contre Chirac.

La dénonciation de la cohabitation devient, dans leur bouche, un argument pour ne rien faire ni rien proposer contre les effets de la politique du gouvernement qui ne soit aussi tourné contre les socialistes. En réalité, la condamnation de la cohabitation sert à mieux la maintenir, dans le vain espoir qu'elle profite au PCF. Mais c'est le contraire qui se passe. Loin d'être endiguée, la crise du PCF s'approfondit tous les jours, d'autant plus que des milliers de communistes ont maintenant le sentiment, absolument justifié, que les dirigeants sont délibérément en train d'entraîner leur parti à sa perte, avec une réédition aggravée de mai 1981 et de mars 1986.

LE PROGRAMME DE LA DROITE : LES 7 PILIERS DU CONSENSUS.



Si ce déclin historique devait se solder par la démolition de nombreux militants et militantes, la dérive social-démocrate d'autres et la normalisation interne, il s'agirait d'un immense gâchis et d'une perte sèche de forces nécessaires à la construction d'un parti révolutionnaire authentique.

Une large opposition a commencé à se manifester sous diverses formes, dont la première exigence légitime est celle d'un débat démocratique sur les raisons de la débâcle et les conditions d'une réorientation. Cependant, une opposition démocratique sans orientation ni perspective politique alternative à celle de la direction Marchais serait vite vouée à l'impuissance. En revanche, l'apparition d'un pôle affirmant la permanence d'un courant révolutionnaire dans le pays, dans et hors les rangs du PCF, et la défense d'une ligne de lutte de classe, d'unité ouvrière, anticapitaliste, anti-impérialiste et antibureaucratique constitueraient un pas en avant important.

Le mouvement ouvrier a tout à gagner d'une telle clarification, qui ne manquerait pas d'avoir des effets profonds sur les militants combattifs du PS et, en général, sur tous les militants ouvriers à la recherche d'une solution de rechange politique au marasme actuel de la gauche. C'est déjà le cas dans la CGT, où les désaccords existant entre membres du PCF apparaissent ouvertement, notamment sur la nécessité d'une ligne d'unité d'action syndicale pour les revendications, à l'encontre des directives sectaires données par les dirigeants nationaux de la CGT et du PCF.

Ainsi, l'unité dans les luttes, l'unité pour la lutte contre Chirac répondent-elles non seulement aux besoins des travailleurs dans la situation actuelle, mais elles constituent une ligne de démarcation pratique dans le mouvement ouvrier entre ceux qui s'accommodent de la cohabitation en répandant la division (le PS et le PCF, chacun à sa façon) et ceux qui veulent mettre le gouvernement en échec et s'en donner les moyens.

6. IL FAUT SE DONNER LES MOYENS DE SURMONTER LA CRISE D'ORIENTATION DU MOUVEMENT OUVRIER.

Le mouvement ouvrier traverse une crise globale d'orientation et d'organisation. Apparue avec la crise



économique, elle s'accélère avec le passage des partis de gauche à l'épreuve gouvernementale. Le PS rejette comme utopiques les quelques miettes dont le Programme commun était saupoudré et enterre l'idée même de changement pour s'engager de plus en plus dans la voie de l'austérité capitaliste. Le PCF, qui s'est d'abord associé à l'austérité gouvernementale, se livre à présent à une politique de division démobilisatrice.

Mais la permanence de la crise, ses effets sociaux sur la classe ouvrière, les ravages historiques du stalinisme alimentent un désarroi dans le mouvement ouvrier dont les conséquences ne se réduisent pas à celles de la politique des directions majoritaires. Perte de crédit des perspectives socialistes, crédibilité amoindrie des organisations syndicales, chute de leurs effectifs, grandes manœuvres de division : cette crise est entrée dans une phase critique dont il faut bien mesurer l'ampleur et dont les enjeux sont formidablement importants.

En amont, c'est la crise de perspective politique des grands partis ouvriers après la faillite de l'Union de la gauche. En aval, c'est la décomposition du mouvement ouvrier actuel et la tentative de sa canalisation syndicale de l'action de classe vers l'adaptation à la crise.

Avec la secousse de la crise et l'échec de la gauche au gouvernement, une époque s'achève, une autre s'annonce qui verra soit l'approfondissement du recul du mouvement ouvrier, soit sa recomposition sur un nouvel axe de combat contre le capitalisme, pour le socialisme.

Mais ce défi ne peut être relevé qu'à deux conditions. D'abord, aujourd'hui, en proposant une claire ligne d'action de masse, d'unité ouvrière, de front unique des travailleurs et de leurs organisations dans la lutte contre le gouvernement de droite. C'est dans cette activité que peuvent s'investir et se reconnaître toutes les forces, tous les militants qui ne veulent pas rester les bras croisés face aux dégâts de la crise. C'est à travers elle que peuvent se réorganiser tous les courants, dans et hors les organisations traditionnelles, qui veulent mettre en pratique une ligne de classe pour la défense des intérêts ouvriers.

Ensuite, en impulsant au sein du mouvement ouvrier l'indispensable discussion sur la stratégie anticapitaliste qu'il faut opposer à la crise du système. Ce qui implique un débat sans aucune concession avec ceux qui justifient leur renoncement à toute perspective révolutionnaire au nom d'un prétendu réformisme radical ou d'une quelconque mouture de la nécessité du compromis avec le patronat. Mais ce débat ne doit pas se limiter aux proclamations générales contre la bourgeoisie. Il doit viser à expliciter les solutions ouvrières à la crise, les réponses alternatives, les lignes de force d'un projet de société socialiste, les voies de la mobilisation ici et maintenant. Il doit aussi trouver des formes adaptées aux conditions actuelles de radicalisation : le caractère éclaté des mobilisations, les traits profonds de crise du mouvement ouvrier demeurent des obstacles pour qu'existent des cadres nationaux d'action et de débat. Des cadres locaux et

sectoriels conservent dans cette situation un rôle important.

Cela concerne les militants ouvriers, socialistes, communistes, syndicalistes, qui sont critiques envers l'orientation de leur direction.

C'est aussi dans ce sens que la LCR s'adresse à l'ensemble des militants, courants et organisations qui se situent sur le terrain de la lutte de classes (notamment à LO, au PCI et au MPPT, au PSU, au PAC, à la FGA, etc.). Dans cet esprit, elle entend poursuivre ses rapports avec Lutte ouvrière, en tenant compte des responsabilités particulières qui incombent aux deux organisations.

Tel est le sens d'une démarche pour une alternative anticapitaliste : stimuler la mobilisation unitaire contre la droite et le patronat, tout en débattant fraternellement des éléments d'une stratégie de lutte de classe contre le capitalisme et sa crise. Telle est la fonction des collectifs unitaires existant localement. De cette manière pourra commencer à prendre corps, au sein même du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière, une orientation anticapitaliste autour de laquelle se rassembleront tous ceux et celles qui, dans leurs luttes, en auront ressenti la nécessité et éprouvé l'efficacité face aux dirigeants réformistes.

7. IL FAUT TOUT FAIRE POUR FORGER L'UNITÉ DANS LES LUTTES, L'UNITÉ POUR LA LUTTE CONTRE CHIRAC.

En cette rentrée de septembre, les travailleurs se retrouvent face aux attaques gouvernementales et à l'impudence patronale. Il n'y a rien de plus urgent que de forger l'unité dans les luttes, l'unité pour la lutte contre Chirac afin d'en finir au plus vite avec cette situation. C'est à cela que veut contribuer la Ligue communiste révolutionnaire en défendant cette ligne d'action parmi les travailleurs, dans toutes leurs luttes, leurs entreprises, leurs syndicats, en la proposant aux directions et aux adhérents du PS, du PCF, de la CGT, de la CFDT, de FO et de la FEN, aux organisations d'extrême gauche.

Persuadée que c'est la seule voie pour avancer maintenant et ensemble contre la droite, ses militants s'associeront à tous ceux et celles qui partagent cette conviction pour la faire entendre.

La LCR organisera des réunions publiques dans la plupart des villes du pays pour expliquer et convaincre le maximum de militants et de militantes, de travailleurs et de travailleuses que l'unité dans les luttes peut mettre la politique du gouvernement Chirac en échec, que l'unité pour la lutte contre Chirac peut imposer un gouvernement aussi fidèle aux travailleurs qu'il l'est aux possédants.

Elle s'adresse à tous les partis, organisations, groupes, courants, militants qui se réclament de la classe ouvrière : unité pour l'action, action dans l'unité ; voilà ce que veulent les travailleurs. C'est à ce test qu'ils évalueront les politiques qu'on leur propose.

Avec la sienne, la LCR s'y engage sans réserve.

RENTREE EN FANFARE

Le projet cégétiste en cette rentrée ressemble plus à une autoproclamation publicitaire qu'à la constitution d'un rapport de forces pour faire échec à la politique de la droite.

Convient-il, en cette rentrée, d'octroyer à la CGT un signe plus, un accessit de combativité par simple comparaison avec le serment d'allégeance de Maire à Séguin, ou avec la médiocre et terne modération d'un Bergeron ?

Les propos d'Henri Krasucki, lors de la conférence de presse du 27 août, tendent à accréditer cette idée d'une CGT offensive. « Nous voulons créer les conditions d'une contre-offensive du monde du travail pour se défendre et pour imposer d'autres solutions, ex-

pliquait d'un ton ferme le secrétaire général, ajoutant que, concernant les acquis, les conquêtes et les statuts, les travailleurs n'ont pas à se disculper (de les défendre), car ce sont les conquêtes des générations qui ont permis de limiter l'arbitraire patronal. »

Mais l'auditeur attentif des propos cégétistes, assénés avec une mâle assurance, compare aussitôt ces fortes paroles avec leur concrétisation. Dès ce moment, la déception est grande. « La réplique se situe là où elle doit. A l'entre-



Manifestation CGT au siège de la Chase Manhattan Bank à Paris, le 28 août dernier.

prise avant tout, dans la branche, au plan régional, au plan national », indique le numéro un de la CGT. Et d'ajouter, à la faveur d'une question sur les objectifs centraux et les revendications globales avancées par la CGT : « Nous ne décidons pas à la place des travailleurs, mais avec eux (...) Les meilleures revendications ne se décrètent pas dans un bureau, c'est aux salariés de déterminer leurs revendications et jusqu'où aller. »

Louable pétition de principe. Mais que vaut un prin-

cipe énoncé à l'occasion d'une conférence de presse, s'il se trouve bafoué dans l'application concrète ?

Classique programme

En fait, la direction confédérale amorce la réalisation *a minima* d'un classique programme de journées d'action et d'initiatives dispersées, vieille tactique éprouvée qui permet de se parer des plumes de la lutte sans la mener ni même l'envisager sérieusement. Ainsi, le 2 septembre, les gaziers et électriciens étaient appelés à une action d'un jour avant que débutent les semaines d'action « avec temps fort » de la SNCF (du 8 au 12 septembre) et des travailleurs des arsenaux (même date). Le decorum de la rentrée CGT prend cette année la forme d'une manifestation de la gare de l'Est à la Bastille. Les meetings de rentrée, à l'instar de celui de Marseille le 4 septembre, sont pour l'occasion rebaptisés « meetings de lutte ».

Quant aux revendications visant à s'opposer aux attaques sur l'emploi ou sur la protection sociale, on en cherchera vainement la teneur dans les propos du porte-parole cégétiste ou dans la presse de la confédération. Sous couvert de coller au plus près aux travailleurs, la centrale opère donc un tournant commun à tout le syndicalisme, celui de l'entreprise, lieu privilégié d'adaptation aux nécessités patronales de gestion de la crise.

Unité, parti et syndicat

Les jours qui viennent représenteront l'épreuve de vérité sur les intentions cégétistes. La convergence entre Force ouvrière et la

CGT, évoquée en raison des propos voisins dont usèrent Krasucki et Bergeron dans leurs interviews respectives au *Monde*, reste un jeu de piste. « Je ne me plaindrai jamais des convergences (...) Je suis pour l'unité d'action et je regrette que l'on en reste au constat », précisa le porte-parole de la CGT. Appel du pied à Force ouvrière pour faire pièce aux grandes manœuvres de la direction de la FEN ? Ou assouplissement du discours sectaire, forcé de tenir compte des pressions unitaires de la base, comme à la SNCF ou à la RATP ? La suite le dira, mais l'immédiat ordre du jour cégétiste repose sur son affirmation solitaire.

Le cours actuel laisse peu de place à l'unité, pas plus qu'il ne confère au syndicat la moindre autonomie à l'égard du PCF. On se souvient d'André Lajoinie se nouant un bâillon sur la bouche, devant les caméras de la télévision. *L'Humanité* commença de publier les lettres de soutien, et notamment celles du bureau de l'UD 75, de l'UD de Seine-Saint-Denis, de l'UL de Vitry. Le charcutage électoral dont est victime le PCF trouve dans le conseil régional CGT de l'Ile-de-France un opposant irréductible, en même temps qu'un ardent combattant contre « cette nouvelle agression qui vise à restreindre l'expression politique des travailleurs et à marginaliser le PCF ». Il faut remonter à la veille de l'élection présidentielle de 1981 pour retrouver pareil flagrant délit d'inféodation au Parti communiste, assumé par des structures au poids considérable.

On peut compter sur la CGT pour soigner son meilleur profil. Mais, est-ce bien raisonnable de compter sur sa direction pour se battre efficacement ?

Jean Lantier

EDITORIAL DES FEUILLES D'ENTREPRISE

Unité dans les luttes contre Chirac

En cette rentrée, le duo patronat-gouvernement est parfait. Le CNPF obtient de Chirac toutes les lois, toutes les ordonnances lui permettant d'étendre son pouvoir de licencier, de fixer comme il le veut la légalité pour le temps de travail, les salaires. Chirac et Besse s'apprennent à unir leurs efforts pour tenter de liquider Renault-Billancourt. Et ils commencent dès la rentrée par frapper les militants les plus combattifs et organisent une première charrette de licenciements dits « secs ».

Mais en face ? Dans sa boîte, chacun est contraint de se battre avec les moyens du bord, au milieu d'une dispersion des luttes et d'une division syndicale sans précédent. Au point que, au moment où Chirac enregistre le record du nombre de chômeurs, le nombre des luttes n'a jamais été aussi bas. Alors, comment s'y prendre pour réagir ?

Public, privé : l'unité pour agir

A l'inverse du front patronat-gouvernement, les directions nationales des syndicats préfèrent cultiver leur chapelle et opérer seules plutôt que de répondre à l'exigence unitaire des travailleurs. Et pourtant... Chaque fois que l'unité a été réalisée, comme à la RATP et à la SNCF ces dernières semaines, le personnel concerné se mobilise massivement.

Au fond, l'unité des syndicats confirme toujours la volonté de bâtir réellement un rapport de forces. Au contraire, quand la division s'installe, c'est que les directions syndicales ne veulent pas combattre frontalement la politique de Chirac. Et pourtant l'urgence d'un

front syndical commun pour s'y opposer devient chaque jour plus brûlante.

Bloquer la politique de la droite ?

Les fonctionnaires, et plus généralement, tous les travailleurs du service public (PTT, SNCF, télévision...) connaissent des remises en cause de leur emploi et de leur pouvoir d'achat. L'événement en cette rentrée, c'est l'initiative de la direction de la Fédération de l'Education nationale (FEN) proposant l'unité à tous les syndicats de fonctionnaires et du service public.

Eh bien, quelle que soit l'arrière-pensée de cet état-major syndical, tout doit être fait pour réaliser, ne serait-ce que là, chez les fonctionnaires, l'unité la plus large, sans exclusive contre les attaques visant à démanteler le service public et ses emplois. Si l'unité est réalisée chez les fonctionnaires et dans le service public, alors elle servira d'exemple, d'effet d'entraînement dans tous les autres secteurs. C'est pourquoi, aux propositions du secrétaire général de la FEN, il faut dire : chiche !

La question-clé de cette rentrée, c'est la mobilisation unitaire de tous les travailleurs et de toutes les organisations ouvrières pour mettre Chirac en échec. Au jeu de la cohabitation, les travailleurs seront toujours perdants. Pour briser le cercle vicieux de la division, pour que le mouvement ouvrier relève le défi lancé par le gouvernement Chirac et sa politique réactionnaire, tous les travailleurs, tous les syndicalistes unitaires doivent tout faire pour que les combats dispersés convergent contre Chirac et son gouvernement.

EPREUVE DE FORCE

C'est désormais clair. Madelin et Besse, le PDG de la Régie, engagent une action en règle contre le bastion de Billancourt. Avec les licenciements menaçant onze militants CGT, c'est la tête du syndicat qui est visée.

□ De notre correspondant

Plus de doute : la direction de la Régie Renault recherche une épreuve de force frontale avec les ouvriers de Billancourt et leurs syndicats.

Les sept cent dix licenciements demandés par la direction s'inscrivent dans un plan de démantèlement d'une grande part des activités industrielles de ce qui est encore l'un des principaux bastions de la classe ouvrière. La direction avait profité de ces suppressions d'emploi pour mettre sur la

liste plus d'une vingtaine de délégués qui occupaient des positions intermédiaires dans l'animation des syndicats.

En août, la direction a franchi un pas de plus en entamant une procédure de licenciement pour faute lourde à l'encontre de onze militants CGT. En plus de quelques délégués exerçant leurs activités au plan de leur atelier, il y a plusieurs secrétaires du syndicat CGT. La tête du syndicat CGT est directement visée.

Ces onze sont de véritables otages et aucune preuve n'a pu être fournie par la direction de leur implication dans des événements qui se seraient déroulés le 31 juillet.

Tout se passe comme si Besse, le PDG de la Régie, élevait progressivement la barre de l'affrontement. Il est possible que ce soit le résultat direct des pressions de Madelin, le ministre de l'Industrie, qui exige contre des milliards de nouvelles subventions une attaque en

règle contre le mouvement ouvrier. Il est vrai que l'occasion est trop belle pour Madelin, cet ancien nazillon d'Occident, de laisser sa marque comme le fossoyeur de Billancourt. Déjà, le *Figaro* du 1^{er} septembre se faisait l'écho de pressions ministérielles pour aller plus vite dans le démantèlement de Billancourt et traitait son supplément économique : « La France sans Billancourt ».

Pendant que ces stratégies rêvent de spéculation immobilière et d'étranglement de Billancourt, la réalité immédiate pour des milliers d'ouvriers est le licenciement ou la peur de la perte de leur emploi.

Il ne suffit pas d'affirmer que l'on doit arrêter ces mauvais coups, encore le

mouvement ouvrier doit-il se doter des moyens qui permettront réellement de faire obstacle à l'offensive patronale.

Il est nécessaire et urgent d'inverser le rapport de forces en faveur des travailleurs. Tous les travailleurs sont, en fait, concernés par l'issue de l'épreuve de force qui se noue à Billancourt.

L'expression unitaire et massive de la solidarité ouvrière doit être à la hauteur de cet enjeu. Rappelons-le : la direction n'a pas fait le détail entre les courants du mouvement ouvrier. C'est tout le mouvement ouvrier qui se doit de réagir.

Le mercredi 4 septembre, se déroule le premier rassemblement organisé par la CGT à Billancourt. Il permettra de prendre une première mesure de la combativité ouvrière en cette rentrée. Pour donner des raisons de gagner aux ouvriers de Renault, la solidarité doit se manifester dès aujourd'hui.

Jean-Claude Bernard

THOMSON-GRENOBLE

LES « PUCES » A L'ACTION

Trois cents licenciements annoncés à Thomson EFCIS, et le travail de nuit autorisé par l'Inspection du travail pour deux cent soixante-dix femmes à Thomson DCI.

□ De notre correspondant

Thompson-EFCIS (huit cent cinquante salariés), jeudi 28, trois cents personnes font grève, puis manifestent en ville auprès des pouvoirs publics. L'intersyndicale CGT, CFDT, FO, CGC tient une conférence de presse en plein air, devant l'usine. La direction a interdit aux journalistes l'accès des locaux du comité d'entreprise. L'intersyndicale décrit la partie de Monopoly du PDG de Thomson, Gomez. Le groupe a racheté Mostek aux Etats-Unis, afin de pénétrer le marché américain, et Eurotechnique en France, une usine située près d'Aix-en-Provence. Ces entreprises comme EFCIS travaillaient sur les « mémoires » (les « puces »). Le marché s'est effondré après une très vive croissance. Les trois cents licenciements prévus à EFCIS et la menace qui pèse sur soixante autres postes dans les six mois qui viennent vont vider la moitié de l'usine. Et presque tout l'appareil productif et périphérique de l'usine dont le chiffre d'affaires s'améliorait.

Comment admettre l'idée d'être manipulé comme un pion ? La direction a imposé des horaires en feu continu, puis du chômage en l'espace de ..., deux ans. Quelle perspective pour les salariés ? La moyenne d'âge est de trente-deux ans. Les licenciements seront secs, il n'y a pas de préretraite possible ! Vers quoi se reconverter, alors que les licenciements pleuvent dans d'autres usines ?

Des coups de poker

Le personnel d'EFCIS se pose également la question : à part les coups de poker avec les achats d'usine et les transferts de production entre les sites déjà mentionnés, quelle est la stratégie du PDG de Thomson Gomez ? Et, au-delà, quelle est la volonté du gouvernement ?

Les concurrents japonais rentabilisent leur production de circuits intégrés à travers les équipementiers producteurs de télé et de chaînes hifi. Et qui détient le circuit intégré le plus récent, détient pendant six mois le meilleur équipe-

ment et impose son standard aux concurrents. Une technologie et une usine durent entre deux et quatre ans environ : Thomson produit encore les circuits intégrés et les équipements. Mais les deux secteurs sont en perte. Aucune entente n'est réalisée à l'échelon européen. Le syndicat interpellent donc les pouvoirs publics. « Voulez-vous d'un second plan calcul ? » Celui-ci est symbolisé à Grenoble par l'usine Bull, qui passa du privé au public, tandis qu'alternaient les volontés de créer et d'abandonner une industrie informatique française.

Le personnel maintient la pression par les grèves : sur le groupe Thomson — dont l'action en bourse monte en flèche — et sur le maire, président du conseil régional, député, ministre : Carignon. Selon la presse régionale du groupe Hersant, celui-ci a sauvé des emplois. Sans qu'il soit précisé que la centaine de licenciés en moins provient en fait des départs naturels accélérés ces derniers mois.

A moins de dix kilomètres d'EFCIS, Thomson DCI (division circuits inté-

grés) et DMS (division militaire et spatiale) exige de son personnel le travail en feu continu, en 5 × 8. Problème : la loi interdit le travail de nuit pour les femmes. Or, comme à EFCIS, les salariés de Thomson DCI/DMS sont en majorité des femmes qualifiées. Une qualification qui ne se retrouve pas forcément d'ailleurs au niveau du salaire !

Une loi d'avant-guerre

L'inspecteur du travail convoqué par les ouvriers en grève a dû expliquer pourquoi il avait donné une dérogation à la loi sur le travail de nuit. Il prétend s'appuyer sur le fait que le site travaille pour la défense nationale ! Personne ne croit que le très faible volume de production pour les marchés militaires nécessite le travail de nuit. La production globale est revenue au niveau d'il y a deux ans. L'article de loi concerné date d'avant-guerre... ! Mais c'est cela ou bien ce sont les licenciements répétés à l'envie la direction, l'Ins-

pection du travail... et les directions confédérales des syndicats qui envisagent de signer un accord avec l'UIMM (Union patronale de la métallurgie et des mines) généralisant le travail de nuit féminin en ce début septembre.

Les syndicats CGT et CFDT de l'entreprise se rendent compte qu'un recours juridique a peu de chance de succès. L'inspecteur du travail se base en effet sur un rapport militaire... et secret ! La situation est difficile. Certains salariés préfèrent claquer la porte. D'autres débrayent contre les 5 × 8 et leurs conséquences en terme de transport à l'usine ou de garde d'enfants. D'autres sont en grève totale, comme les hommes des équipes de nuit, auxquels la direction impose une perte de salaire de 20 % puisque les 5 × 8 comptent moins de nuits majorées.

Isolée, la bataille contre les 5 × 8 exige un haut niveau d'engagement.

La jonction entre les luttes des deux sites se fait dans les esprits et dans les grèves.

Emile Ferré

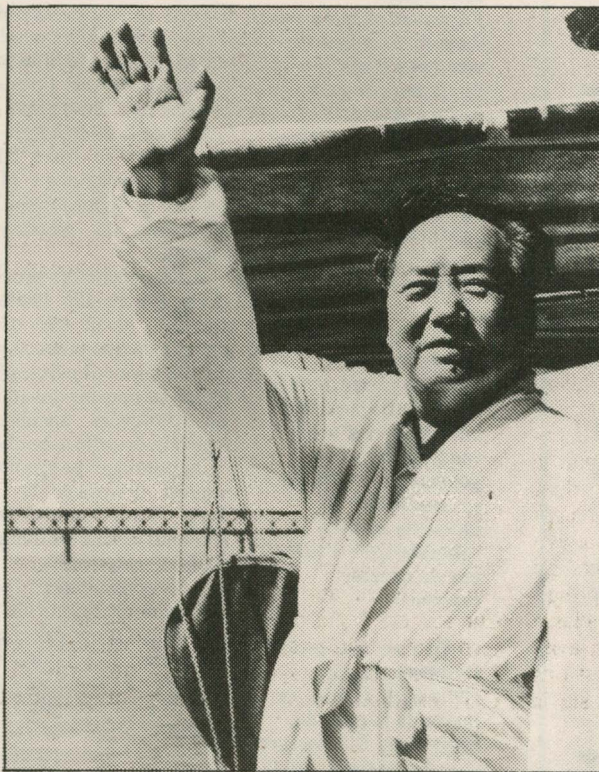
LA MORT DU « GRAND TIMONIER »

Il y a dix ans, le 9 septembre 1976, mourait Mao. Il avait été persuadé que l'immense paysannerie pauvre chinoise constituait la seule force de frappe valable à condition d'être encadrée par le parti.

Malade, impotent, à moitié gâteux, Mao est mort le 9 septembre 1976.

Plus rapidement qu'après la mort de Staline, les factions dirigeantes se précipitèrent les unes sur les autres et réglèrent un certain nombre de comptes que seule la survie de l'arbitre suprême avait permis de laisser en suspens.

Le pouvoir revint en droit à ceux qui le possédaient déjà dans la réalité (l'appareil bureaucratique « classique » et l'armée) qui bénéficiaient de l'incontestable soutien d'une population traumatisée par l'ef-



Mao encouragea un culte délirant de sa « pensée ».



La révolution culturelle s'appuya sur l'esprit frondeur de la jeunesse.

su organiser la paysannerie traditionnellement disciplinée de l'immense Chine, la dresser contre l'occupant japonais puis contre l'armée bien plus moderne du Kuomintang et prendre le pouvoir !

En quelques années, des bouleversements spectaculaires vont se produire : réforme agraire, nationalisations, progrès sanitaires, régression des famines traditionnelles, sécurité dans les villes et surtout la Chine millénaire, opprimée, dépeçée, humiliée depuis un siècle par les puissances étrangères pouvait parler haut dans le monde (il suffit de se rappeler la Conférence afro-asiatique de Bandung en 1955).

Même pendant cette phase ascendante de la révolution chinoise, la personnalité et l'action de Mao sont restées très contradictoires. A-t-il été stalinien ?

On peut certes faire état de textes (non officiels) où Mao se gausse de la sagacité du grand Staline. On peut également en aligner un nombre au moins égal où il affirme le contraire et place Staline sur le même plan que Marx ou Lénine.

Si l'on prend la définition trotskyste classique attribuant au vrai stalinien la fonction de servir avant tout les intérêts soviétiques Mao n'a pas mangé de ce stalinisme-là.

Révolutionnaire convaincu et courageux, rationaliste désireux de libérer son pays de l'emprise étrangère, persuadé que l'im-

mense paysannerie pauvre chinoise constituait la seule force de frappe valable à condition d'être encadrée par le parti, Mao a cherché à réaliser son rêve d'heurter les intérêts soviétiques.

Toujours le contrôle de l'armée

Contrairement à plusieurs de ses camarades venus de Moscou, il a su tirer quelques leçons des effroyables tragédies provoquées par les directives du Komintern dans les années vingt. Il ne devait jamais oublier l'écrasement sanglant du prolétariat en 1927 par l'« ami fidèle » Chiang Kai-Chek. Même dans ses périodes ultérieures de flirt poussé avec lui, Mao tiendra des propos d'un opportunisme sans égal mais, en pratique, il refusera toujours de perdre le contrôle de son armée, instrument déterminant dans sa conception de prise du pouvoir (les armées paysannes conquérant les villes). Même les trotskystes chinois furent abusés par son verbe fleuri et crurent que la deuxième alliance avec le Kuomintang (contre le Japon) était une réédition de la première (contre les féodaux chinois).

Bien que la politique maoïste fût des plus fluctuantes dans les années 1945-1946 (vis-à-vis de

Chiang ou de la réforme agraire), jamais le PCC ne lâcha la proie pour l'ombre même s'il dut céder des territoires.

Quand l'armée rouge chinoise traversa victorieusement le pays en 1948-1949, elle le fit pour son propre compte et contre les intérêts d'un Staline tout à fait conscient qu'une Chine rouge de quelques centaines de millions d'habitants, libérée par ses propres moyens, lui donnerait plus de fil à retordre que la petite Yougoslavie titiste déjà bien encombrante.

Mao n'a donc pas été « stalinien » comme Thorez, Togliatti ou Rakosi. Mais le stalinisme définit également une certaine conception du parti et de l'Etat que nous ne pouvons détailler ici (parti unique centralisé se substituant bureaucratiquement à la classe ouvrière, liquidation des opposants, construction du « socialisme » dans un seul pays, etc.). Sur ce plan, Mao a été un stalinien exemplaire et on lui doit des développements originaux dans le domaine de l'abrutissement idéologique des gens et de la finesse répressive.

Même pendant l'austère période de Yenan, où les communistes vivaient dans des grottes (pas tous...), la manière dont il liquida en 1942 l'« opposition littéraire », après l'avoir encouragée par ses saillies antibureaucratiques, est typique d'une méthode qu'il utilisera plus tard lors de l'épisode des Cent Fleurs en 1957 ou de la Révolution culturelle en 1968.

Le « grand dirigeant »

Mais jusque-là, les bons côtés du personnage étaient les plus voyants.

C'est après la prise du pouvoir que les choses devaient se gâter et que l'on s'aperçut que le ver était dans le fruit. Son versant volontariste, visionnaire et violent qui l'avait tant servi à l'époque de la Longue Marche l'amena à prendre des initiatives catastrophiques et à encourager un culte délirant de sa « pensée » auquel même Staline n'était parvenu.

Imbu d'une tradition impériale vieille de deux mille ans, il se comporta en « grand dirigeant » ritualiste, allant jusqu'à se désigner à plusieurs reprises un dauphin (de Liu Shao-Ch'i

à Lin Piao ils finirent toujours mal...).

Après avoir encouragé une certaine libéralisation sur la lancée du XX^e Congrès soviétique, il fut effrayé par le torrent contestataire qui commençait à déferler et reprit très vite la situation en main.

Il crut pouvoir sortir la Chine du sous-développement en faisant appel à l'esprit de sacrifice et à l'improvisation villageoise : ce fut le Grand Bond en avant en 1958 où d'immenses armées du travail sont embrigadées dans les communes populaires. L'échec est total. Des révoltes paysannes éclatent, les morts de faim se comptent à nouveau par millions. En décembre 1958, Mao doit abandonner son poste de chef d'Etat au profit de Liu Shao-Ch'i. Il doit alors faire face à une forte opposition (une partie de l'armée et la majorité du comité central). Pour la vaincre, il s'appuiera sur Liu qui bénéficiera alors du véritable pouvoir et s'empressera de faire appliquer la ligne préconisée par ceux qu'il avait aidé à condamner.

De 1959 à 1967, Mao est relégué au rôle de grand idéologue auquel tout le monde se réfère rituellement pour ensuite agir à sa guise.

L'apprenti sorcier

Afin de reconquérir le pouvoir, Mao déclenchera assez audacieusement en 1966 la Révolution culturelle en n'hésitant pas à faire appel à l'esprit frondeur de la jeunesse.

Il écrasera temporairement ses adversaires au cours d'une année littéralement folle faite de manifestations violentes, de célébration effrénée de sa personne et d'effroyables massacres.

Quand il se rendit compte qu'il était en train de jouer à l'apprenti sorcier, il fit noyer par l'armée du fidèle Lin Piao l'incendie qu'il avait lui-même allumé. Ensuite il fit assassiner Lin Piao trop gênant.

Il régnait à nouveau mais pour des millions de jeunes gardes rouges déboussolés, arrêtés, dispersés dans les campagnes le maoïsme était mort.

La répression de la jeunesse et des travailleurs qui avaient cru en lui marque bien l'agonie politique de Mao même s'il mit encore dix ans pour disparaître.

L. Couturier

COURTS...



... METRAGES

ETAT DE SIEGE EN BOLIVIE

La Bolivie se trouve de nouveau sous état de siège pour au moins quatre-vingt dix jours. Cette décision a été provoquée par la marche de six mille mineurs sur la capitale, La Paz.

Les mineurs étaient partis, une semaine auparavant, d'Oruro avec femmes et enfants. Ils entendaient par là protester contre la suppression de la moitié des vingt-quatre mille emplois de la Corporation minière bolivienne (COMIBOL). Leur marche avait provoqué un début de dynamique politique, des paysans, des étudiants et des prêtres les rejoignant afin d'exprimer leur opposition à la politique du gouvernement très réactionnaire de Paz Estensoro.

C'est sans doute ce qui craignait le pouvoir. Depuis le rétablissement d'un gouvernement de droite, voici maintenant un an, le pays vit sous un brutal régime d'austérité. Pour réduire une inflation avoisinant auparavant le taux record de 11 750 %, les salaires ont été gelés, la monnaie a été dévaluée et la liberté des prix restaurée, provoquant immédiatement une hausse des prix des produits de première nécessité. Les ouvriers ont vu leur pouvoir d'achat fondre de plus de 30 %. Le soutien aux secteurs économiques en difficulté ayant été réduit comme une peau de chagrin, les licenciements se comptent aujourd'hui par milliers. C'est ainsi qu'on estime qu'un Bolivien sur cinq n'a aujourd'hui pas de revenu fixe. Cette misère organisée a d'ailleurs provoqué le départ de centaines de personnes vers les zones où sévissent les trafiquants de drogue, seule activité en expansion dans le pays. En bref, un épisode et une épreuve de force presque ordinaire dans le tiers monde.

□ Thatcher continue ses dénationalisations. C'est au tour de la compagnie de distribution British Gas dont la propriété a été transférée à une société anonyme. Le titre sera introduit sur le marché fin novembre. Le capital de la société est estimé de 60 à 80 milliards de francs, soit plus que la valeur de toutes les autres sociétés dénationalisées sous Thatcher.

□ Il ne fait pas bon être pacifiste dans la « patrie de la liberté ». Cinq Américains, adhérents d'une organisation pacifiste, viennent d'être condamnés à des peines s'échelonnant entre sept et huit ans de prison, pour s'être introduits dans une base nucléaire du Missouri. Ils ont eu de la chance. Dans le Kansas, d'autres pacifistes devront purger des peines allant jusqu'à dix-huit ans ferme.

□ Mauvais coup pour les industries Marcel Dassant. L'Indonésie vient de choisir le chasseur américain F 16 plutôt que son concurrent français, le Mirage 2 000. Pour le peuple indonésien, le résultat sera identique : pauvreté accrue et pouvoir consolidé de l'armée.

PISSER POUR L'AMERIQUE

Connaissez-vous la dernière de Reagan ? C'est la chasse à la drogue. L'hôte de la Maison-Blanche et son administration se sont même soumis publiquement à des tests antidrogue. Au-delà de l'aspect folklorique d'une campagne qui occupe des pages entières des grands organes d'information, c'est la mise sous surveillance des salariés américains qui doit retenir l'attention.

Certes, la drogue, et notamment la cocaïne, font des ravages parmi les « yuppies », ces jeunes cadres moyens, en costume trois pièces et cravate qui ne vivent que pour leur réussite sociale. Mais ce « fleau » est aujourd'hui mis à profit par nombre de patrons, dans des buts bien moins avouables.

Le cas d'un chantier de construction d'une centrale nucléaire en Georgie fait actuellement scandale. Huit mille des treize mille employés se sont en effet vu obliger de subir des tests de dépistage et le moindre refus s'est soldé par un licenciement immédiat. Pour corser un peu l'affaire, une « hot line » permet de dénoncer anonymement tout suspect par téléphone. De là à voir dans ces pratiques douteuses des opérations visant à camoufler des licenciements...

Si les salariés se retrouvent en pratique démunis de protection face à cette paranoïa, certains y trouvent leur compte. Ainsi, le marché des tests, jusqu'alors évalué à soixante millions de dollars, passera l'an prochain à deux cents millions. Il n'y a pas de petits profits.

□ Le gouvernement tunisien vient de trouver une astuce pour faire passer l'augmentation du prix du pain. La baguette verra son poids diminuer, son prix restant stable. Bourguiba pense ainsi éviter le renouvellement des émeutes qui secouent régulièrement la Tunisie, à l'annonce de pareilles mesures.

□ Cent cinquante quatre étudiants viennent d'être arrêtés en Corée du Sud. Ils sont accusés d'avoir voulu renverser le gouvernement. Fidèle à ses traditions, la dictature menace soixante-trois d'entre eux de la peine capitale.

□ De l'autre côté des Pyrénées, la garde civile porte encore les traces de la période franquiste. Elle torture dans les commissariats et les syndicats sont interdits en son sein. L'annonce de la création d'un syndicat clandestin, le Syndicat unifié de la garde civile (SUGC), a donc fait l'effet d'une bombe dans la droite espagnole. La nouvelle organisation entend « combattre les foyers de corruption » et démocratiser l'institution.



OFFENSIVE DE CHARME EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les médias s'ingénient à remarquer le langage ouvert tenu par Jacques Chirac en direction des Kanaks, lors de son récent voyage. Ils lui opposent le discours revanchard et va-t'en-guerre d'un Bernard Pons. Lorsque ce dernier crie au loup et réclame la dissolution du gouvernement provisoire de Kanaky, il le fait pour répondre à l'attente de la droite locale et pour tirer le profit politique maximal de la situation d'impasse dans laquelle se trouve actuellement la mobilisation indépendantiste sur le terrain. Mais finalement, Chirac se donne, à sa manière, des moyens plus insidieux

GRANDE-BRETAGNE LES TUC EN CONGRES

C'est le 1^{er} septembre que s'est ouvert, à Brighton, le congrès de la Confédération des syndicats britanniques (TUC). Un congrès particulièrement important puisqu'il intervient après l'échec subi par les mineurs et alors que la longue grève des imprimeurs s'est lentement effritée. Pourtant, le congrès ne devait pas, dans l'esprit de la direction du TUC, revenir sur ce triste bilan et adopter une stratégie plus offensive et coordonnée pour triompher du gouvernement Thatcher.

A l'approche des prochaines élections générales, l'état-major du TUC paraît être obnubilé par une unique préoccupation : ne rien faire qui puisse gêner le retour au pouvoir des travaillistes. Première manifestation concrète de cette subordination de la politique du syndicat aux intérêts électoraux du Labour Party : l'intervention de Neil Kinnock devant les congressistes le 2 septembre.

Les conséquences néfastes de démobilitation de cette orientation n'ont pas tardé à se manifester. Dès l'ouverture du congrès, une majorité s'est exprimée pour accepter une disposition prise par Thatcher, obligeant les syndicats à consulter par vote les salariés, avant l'organisation de la moindre grève. En son temps, cette disposition avait, à juste titre, été qualifiée d'entrave au droit syndical.

LE POUVOIR D'ACHAT : TRISTE CONSTAT

Le Centre d'étude des revenus et coûts (CERC) vient de rendre public son rapport annuel sur l'évolution des revenus en France entre 1982 et 1985. Triste constat !

Les principaux résultats montrent notamment que les salariés et les retraités ont perdu entre 1 et 4 % de leur pouvoir d'achat depuis 1982. Les premiers entre 1 et 2 % ; les seconds entre 2 et 4 %. Toutes catégories confondues, le pouvoir d'achat des salariés du secteur privé et semi-public (EDF, SNCF, etc.) a baissé, d'octobre 1981 à octobre 1985, de moins 0,6 % par an en moyenne.

Plus grave est le sort réservé à la fonction publique. Alors que les bas salaires avaient été préservés de 1982 à 1984, la dégringolade est rude lors de l'année 1984-1985. Moins 1,4 %

pour la plus basse des catégories (catégorie D), et surtout moins 2,1 % pour la catégorie C, la plus importante de la fonction publique. Le résultat net est une baisse de moins 1,8 % pour l'ensemble des salariés de ce secteur.

Parmi les salariés, seuls les smicards du privé ont vu leur pouvoir d'achat augmenter depuis 1982. La hausse est comprise entre 1,5 % et 3,5 %, suivant la composition du ménage. Maigre consolation...

Les agriculteurs sont ceux qui ont le plus souffert. Moins 8,5 % de baisse de leur pouvoir d'achat en 1985.

Bien sûr, les agriculteurs sont loin d'être une catégorie sociale homogène. En effet, on ne peut guère comparer les cultures de la Brie et celles de montagne. Ces derniers ont sans aucun doute le plus perdu.

COURTS...



... METRAGES

LANGLOIS DEHORS

Bernard Langlois, l'animateur de « Résistances », a décidé de quitter Antenne 2. On se souvient que ce journaliste avait été interdit d'antenne en juin dernier à la suite d'un éditorial sur les lois Pasqua. Journaliste compétent et courageux, Bernard Langlois a connu une vie professionnelle des plus agitées. En 1972, il est renvoyé de la première chaîne par Arthur Conte, le PDG de l'ORTF, qui le juge « arrogant, sale, et débraillé ». En septembre 1982, il est viré du journal d'Antenne 2 midi à la suite d'un commentaire jugé « inacceptable » sur le décès de la princesse de Monaco. Aujourd'hui, c'est l'émission « Résistances » qui est menacée.

□ Ambitieux ces ministres ! A peine sorti du difficile débat parlementaire sur l'audiovisuel, Léotard vient, devant l'université d'été du RPR, de résumer ainsi son projet : tenir plus longtemps que l'autre camp. « J'ai l'habitude des derniers kilomètres à la fin d'une longue course », indique-t-il. C'est le moment où la tête commande. Il faut tenir un quart d'heure de plus que l'adversaire. « Quel stratège et quel avenir !

POLITIQUE PUB A LA TELE !

Le spot coûtera plusieurs millions de francs. L'article 13 de la loi Léotard sur l'audiovisuel précise en effet que « l'ensemble des émissions publicitaires à caractère politique sont désormais autorisées » à la télé. En dehors, bien sûr, des campagnes électorales.

Demain, entre Renault qui vous propose des voitures pour vivre (encore heureux !) et Ariel qui vous vante sa dernière lessive, vous aurez droit au sourire Gibbs d'une star de la politique, dont les ressources sont suffisantes pour se payer une pub à la télé.

Inutile d'insister : c'est un bon moyen d'écarter ceux qui n'en ont pas les moyens des écrans télévisés ! Quant à savoir exactement qui paiera les pubs de qui ? Devinez ? La politique médiatisée s'entend toujours mieux avec le gros business !

LE FIGARO, SEGUIN ET LE TEMPS DE REUSSIR

« Le temps de réussir » ; Philippe Vasseur, éditorialiste du Figaro, demande qu'on laisse au gouvernement qui « n'est à l'œuvre que depuis cinq mois seulement (...) le temps de réussir et de démontrer que le chômage n'est pas (...) une fatalité ».

Ravi, le ministre Séguin entame le même jour son tour de France. Il va proposer aux patrons de s'engager avec lui dans la bataille de l'emploi. Pour les « 16-25 ans, la France s'engage maintenant ». Créer des emplois, encore faut-il s'entendre ! Séguin, c'est connu, considère que le temps du plein emploi est révolu, le nombre de deux millions et demi de chômeurs incompressible, et qu'un « p'tit boulot » est toujours bon à prendre... Bref, qu'il vaut mieux être condamné au pain et à l'eau qu'à mourir de faim !

« La réduction de nombre des demandeurs d'emploi ne s'effectuera que très lentement », nous précise l'éditorialiste du Figaro qui doit écrire ce genre de balivernes depuis une bonne dizaine d'années déjà. Il y a également plus de vingt ans que la majorité qu'il soutient à toutes plumes, réclame « le temps de réussir ».

A EN PLEURER

H

Les caves, c'est fait pour être inondé. Surtout en hiver et dans les vieilles maisons. Quand cela se passe en plein été dans une centrale nucléaire en construction, c'est évidemment plus inquiétant. Pourtant, cela s'est passé pas loin de chez vous à la centrale nucléaire de Cattenom, au mois d'août. Pas loin de chez vous parce qu'une catastrophe nucléaire court toujours assez vite pour vous rattraper, à peine plus loin que Tchernobyl et ses quatorze mille victimes attendues...

Mais, en France, on en a vu d'autres. On s'inquiète pas pour une bombinette. Pensez donc : l'atome, on le disséquait dans nos laboratoires quand les autres étaient pas encore nés. On s'est payé la bombe H, avant tout le monde. On va pas s'amuser maintenant à défilier contre le nucléaire. Pourquoi pas revenir à l'âge des cavernes, tant qu'on y est ?

A propos, dans un coin du Monde de samedi, je lis : « Une bombe à hydrogène extrêmement puissante est accidentellement tombée d'un bombardier B 26 sur le Nouveau-Mexique (Etats-Unis) non loin d'Albuquerque, il y a vingt-neuf ans, vient de révéler un quotidien local se fondant sur des documents militaires, rendus publics mercredi 27 août. » Non, ce n'est pas du baratin : on apprend seulement maintenant que le 22 mai 1957, une bombe H, d'une puissance cinq cents fois supérieure à la bombe d'Hiroshima, s'est écrasée au sol.

Si je vous disais qu'hier, un sous-marin nucléaire portant une charge s'est échoué dans la rade de Brest, vous ne me croiriez pas. Il n'est pas sûr que vous auriez raison.

Nicolas Jeanson

COMPLAISANCE POUR LA MARINE FRANÇAISE

Grèves chez les marins. Plusieurs bateaux de la compagnie Louis Dreyfus sont immobilisés dans le port de Rouen (Seine-Maritime) et de Montoire (Loire-Atlantique). Le gouvernement a autorisé en juin l'immatriculation des navires français aux îles Kerguelen, situées dans les terres australes et quasiment inhabitées, à l'exception d'une station météo. Cette création officielle d'un pavillon de complaisance permet aux armateurs de remplacer les deux tiers de l'équipage français par des marins « étrangers ». Ce qui les autorise en fait à imposer aux équipages licenciements et salaires de misère, tout en économisant toute protection sociale. « Les marchands d'hommes recrutent des marins indiens ou turcs pour un salaire de 3 000 francs brut par mois, douze heures de travail par jour et une durée d'embarquement d'un an », explique la fédération des syndicats maritimes CGT. 170 licenciements ont été annoncés par le PDG de la compagnie Louis Dreyfus, Philippe d'Orsay, président du comité central des armateurs. Cette compagnie qui possède déjà une énorme flotte sous pavillon étranger n'en est pas moins l'armateur français numéro un.

THOMSON

Le groupe Thomson vient de créer une société commune (51 %, 49 %) avec le trust japonais Toshiba : la Cefemo (Compagnie européenne de fabrication d'enceintes micro-ondes). Au moment où Thomson réduit ses activités dans les « puces » et licence des dizaines et des dizaines de travailleuses à Genoble (voir page 10), le trust se lance sur le créneau des fours micro-ondes et va concurrencer Moulinex dont les affaires ne tournent pas très rond, et où l'emploi est toujours « sous la menace ».

Une usine va être construite en Vendée. 230 postes seront créés en septembre 1987... Ce qui permettra sans doute aux députés du coin de se présenter, comme des créateurs d'emplois... avec l'aide de Thomson.

Le tout résume bien en tout cas la stratégie du groupe : licencier ici, créer des emplois là, y a toujours quelque part une bonne occasion à saisir pour faire du profit. Madelin, ministre de l'Industrie, ou Séguin, ministre du Travail, nomment cela : les libertés — au pluriel... SVP !

POUR DU BRUIT

Ils faisaient, paraît-il, du bruit dans la ZUP de Perséigne, à Alençon. Ils étaient d'origine maghrébine, bref, une cible idéale. Pierre Aoucher a été tué, son camarade Jemel Kemari blessé. Quant au tireur-tueur, c'est un dénommé André Beauvais. Crime raciste ? L'enquête le dira, mais déjà, les témoignages sont là : « Il a fait la guerre d'Algérie, ça a dû lui rester sur le cœur. Chaque fois qu'il est question d'Arabe, il voit rouge. Je l'ai entendu dire : "Ceux-là sont à tuer au lance-flammes." »

COURTS...



... METRAGES

LES MALHEURS DU PUERTA DEL SOL

Chose promise, chose due. En juillet dernier, à la suite des expulsions de militants nationalistes basques, la LCR s'était engagée à manifester, seule au besoin, à l'annonce de toute nouvelle atteinte au droit d'asile.

Le 27 août, lorsque fut connu le renvoi de deux nouveaux réfugiés, notre conduite était donc toute tracée. Décision fut prise de retarder, le lendemain, le départ du Puerta del Sol, train qui relie quotidiennement Paris à Madrid.

A 17 h 30, le 28 août, une trentaine de militants se retrouvait donc gare d'Austerlitz. Tandis qu'une partie d'entre eux s'installaient sur les quais, déployant une banderole afin d'informer les voyageurs

du sens de l'action, un autre groupe prenait position à l'avant du train, afin de le bloquer en s'asseyant sur les rails. Prévu à 17 h 40, le départ ne pouvait donc s'effectuer. Tout le long de l'initiative, les militants rencontraient la sympathie de voyageurs ou d'agents de la SNCF qui leur faisaient part de leur accord avec les objectifs de la manifestation.

Peu avant 18 heures, un groupe de flics tentait de libérer les rails. Il en résultait une brève échauffourée, au cours de laquelle plusieurs gardiens, perdant leur sang-froid, molestait et traînait à terre des militants. On vit même un flic tenter de passer les menottes à l'un d'entre eux.

Finalement, leur but étant atteint et la presse prévenue, nos camarades acceptaient de dégager la voie. Mais les flics n'entendaient pas laisser impuni l'affront qu'ils venaient de subir. Ils entreprenaient alors

d'empêcher les militants de quitter la gare, cherchant manifestement l'affrontement qui leur aurait permis de dénaturer le sens de l'initiative. Devant cette attitude et après négociation avec le commissaire du XIII^e arrondissement, nos camarades acceptaient de se rendre au commissariat de la gare, promesse leur étant faite d'une libération immédiate après audition. Mais ils suivaient les policiers en formant une mini-manifestation derrière leur banderole et en faisant résonner le bâtiment de leurs slogans pour le respect du droit d'asile. Après avoir été entendus par des officiers de police judiciaire, tous étaient relâchés vers 20 h 30.

Le bilan de cette action peut être simplement résumé : le Puerta del Sol a enregistré près d'une demi-heure de retard et, dans les médias, le Monde, France-Inter, Radio-Montecarlo et Radio-France internationale s'en sont fait l'écho.



A PROPOS D'UN ARTICLE DU « MONDE »

Olivier Biffaud, dans le Monde daté du 3 septembre, fait état des discussions entre l'extrême gauche et des communistes critiques.

Pour nous, la discussion permanente avec l'extrême gauche et les communistes critiques est partie prenante de notre volonté d'œuvrer à la collaboration de toutes les forces anticapitalistes. Le fait qu'aujourd'hui bon nombre de militants du PCF sont prêts à débattre et à agir avec les révolutionnaires, notamment ceux de la LCR, est évidemment très positif. Cette nouvelle situation constitue un progrès considérable.

Encore faut-il préciser que, contrairement à ce que laisse entendre l'article du Monde, la constitution d'une nouvelle organisation qui serait une « troisième gauche », ni stalinienne, ni social-démocrate n'est pas à l'ordre du jour. Cela supposerait des conditions politiques qui ne sont aujourd'hui absolument pas réunies. Des clarifications importantes sont à venir dont témoignent, entre au-

tres, les débats qui opposent les divers courants nés de la crise du PCF. La revue M traduit aussi cette diversité et ses contradictions.

Par contre, débat et actions communes sont bien les tâches de l'heure. Elles concernent au premier chef ceux des opposants communistes qui se situent sur des positions anticapitalistes. La LCR, quant à elle, entend bien les assumer.

UN CC POUR LA RENTREE

Le comité central de la LCR s'est réuni du 28 au 31 août, dans la région parisienne. Ce stage était destiné à préparer la rentrée de l'organisation. Aussi, les membres de la direction nationale ont-ils procédé à un vaste tour d'horizon sur la situation politique, l'état des recompositions internes au mouvement ouvrier, leurs conséquences sur le mouvement syndical — notamment avec les grandes manœuvres en cours pour constituer une nouvelle confédération autour de

diverses organisations du secteur public.

Plusieurs résolutions ont été adoptées sur ces questions et les échéances de rentrée, en particulier, la déclaration que nous reproduisons dans les pages 6, 7 et 8.

Puis, le comité central a discuté de divers problèmes de construction ainsi que du budget de l'organisation. Il a, dans ce cadre, décidé de confirmer la priorité organisationnelle donnée au renforcement de Rouge, qui s'avère, plus que jamais, dans la conjoncture présente, notre outil principal d'apparition et de combat politiques.

Enfin, le comité central a discuté du plan de travail interne de l'organisation et fixé ses grandes échéances de débat dans la perspective du prochain congrès, fixé à Pâques de l'année prochaine.

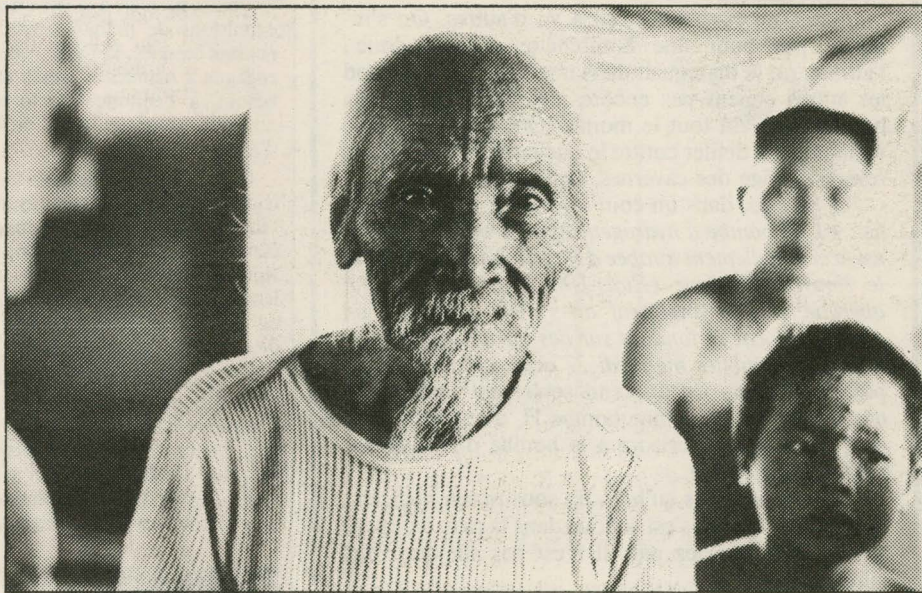
Au total, une réunion de travail fructueuse, dont les militants de la Ligue vont maintenant être appelés à discuter les orientations.

LE PETIT PEUPLE DE HANOI

Les informations sur le Vietnam sont rares. Les journaux de Hanoï ne parviennent plus à l'étranger depuis qu'ils publient de nombreux articles et lettres destinés à préparer le VI^e Congrès du parti, prévu pour novembre 1986. Nous publions le témoignage d'un sympathisant du groupe trotskyste vietnamien en France, de retour d'un séjour de plusieurs mois au Vietnam au début de l'année.

Il faut être sur place pour voir la réalité en face. Devant l'état actuel des choses, tout ce que je peux dire est qu'il faut un miracle car je ne vois aucune solution pour résoudre les problèmes et ceux qui ont encore un brin de conscience ne peuvent que lever les bras et crier nuit et jour à pleine voix : SOS ! Malheureusement, personne ne l'entendra (sauf quelques rares amis).

Je rapporte ici textuellement les propos de mes parents. « A la fin des années soixante, j'étais dans une province bombardée. C'étaient les meilleurs moments de ma vie : autour de moi, je ne voyais que le patriotisme sous toutes ses formes, le désintéressement, l'héroïsme et le dévouement sans bornes de mes compatriotes qui étaient de simples paysans ne pensant qu'à



« Moins de voitures, plus de vélos ! »

combattre les Américains. Quant à moi, la nuit, dans mon hamac, éclairé faiblement par une lampe à pétrole, je ressentais le besoin d'être digne d'eux. Précisément, à ces moments, me venaient des idées et des résolutions à réaliser une fois la paix revenue. Actuellement, ces idées et ces réso-

lutions sont toujours dans ma tête. Quelle honte de n'avoir aucune possibilité de les mettre en application !

« Est-il possible de s'adapter dans un milieu qui vous dégoûte ? C'est possible pour un certain temps, mais pour toute la vie ? Du temps des Français, nos parents

détestaient les mandarins, les féodaux, les riches, c'est-à-dire les "collabos" (terme que le peuple français a utilisé pendant l'Occupation)...). Chez nous, bien que nous ne soyons plus occupés, ces messieurs-dames existent encore. Une seule différence : il sont intégrés en un vaste corps beau-

coup plus puissant, plus dur, une sorte de géant sans cœur et avec des mains de fer dans des gants de velours. Envers ces crétins hypocrites, comment ne pas réagir ? Je déteste les indisciplinés, les abus de pouvoir, les incompetents, les irresponsables. Si Gorbatchev a l'audace de dire : "Plus de sueur, moins de vodka", pourquoi n'ai-je pas l'audace de dire ou de hurler à l'oreille de nos responsables : "Moins de voitures, plus de vélos !" Les vélos ne consomment rien et ont un rendement appréciable, ils sont indispensables à tout le monde, tandis que les voitures, espèces de bouches improductives, consomment trop de carburant et polluent avec leur fumée... ».

Au cours de mon séjour de plusieurs mois, j'ai eu l'occasion de discuter avec un responsable important. Je lui ai dit : « Tu es sans doute un géant en politique, mais tu es un nain en économie. » Vu la hausse vertigineuse des prix, il me comprenait très bien, mais il faisait l'étonné. J'ai dû lui dire franchement : « Tu n'as qu'à lire les longs discours dans les journaux et puis tu les confronteras avec ce que peut dire ta femme en revenant du marché, ou bien tu essayeras de faire une promenade à pied et pas en voiture pour voir ce que disent les gens. »

Après m'avoir écouté avec un air réfléchi, légèrement repent, il m'a dit que tout l'état actuel des choses était dû d'abord aux impérialismes français, japonais et américain, à l'ancienne féodalité, et maintenant, à l'expansionnisme chinois et à la « période de transition ». Ne pouvant plus supporter son cours de politique tout juste bon pour des enfants, j'ai coupé la conversation en lui disant : « Un perroquet ne sait que répéter ce qu'on lui a appris et plus il le répète, plus on est dégoûté. »

Faut-il loger de tels perroquets dans de belles cages, bien surveillées nuit et jour, les nourrir avec une bonne alimentation ? D'après moi, il faut les déplumer, les mettre à poil pour montrer à tout le monde leur véritable valeur. Un beau plumage ne doit pas cacher la gale qui est dessous.

Depuis le mois d'août

ECONOMIE : LE DESASTRE

En juin 1985, le 8^e Plénum du comité central a décidé une réforme économique de grande ampleur : suppression des subventions sur les marchandises de première nécessité (riz, viande sucre, textile, etc.). Les magasins d'Etat vendront leurs produits à des prix fixés par le marché. Suppression du salaire en nature (l'essentiel du salaire antérieur sous forme de bons d'achat de produits subventionnés très bon marché) et réévaluation du salaire en espèces de 1 à 3,5 %, à partir d'un SMIG de 2 200 dong. Création d'un nouveau dong (valant dix anciens). Dévaluation par rapport au dollar.

L'échec a été total. La libération des prix a entraîné une inflation effroyable (plus de 400 %). Les magasins d'Etat se sont vidés au bénéfice d'un marché noir florissant. La productivité du travail a encore dégringolé car on ne peut travailler le ventre vide et la motivation n'existe plus. Le rationnement a dû être rétabli en janvier 1986.

Le mécontentement populaire est devenu tel qu'il a fallu ouvrir des soupapes : c'est ainsi que depuis mars 1986, critiques et autocritiques font rage dans tous les organismes officiels et s'étalent dans les colonnes de la presse.

En février 1986, on apprenait le limogeage d'un des principaux responsables de la réforme économique : Tran Phuong, vice-président du Conseil des ministres.

En juin, le Premier ministre, Pham Van Dong, annonçait la nécessité d'une vaste épuration des cadres « corrompus et incompetents ».

Quelques jours plus tard, on connaissait les victimes de la première fournée : six ministres responsables des secteurs-clés de l'économie dont un membre du bureau politique, To Huu, poète officiel, qui avait succédé à l'infortuné Tran Phuong. Etaient également relevés de leur fonction le directeur de la Banque nationale et le ministre de la Culture.

Louis Couturier

Les bureaucrates ? « Des nains en économie ».





Le prix du poulet s'est envolé de 200 dongs à 3 000 dongs.

► 1985, on applique un nouveau système de salaires, et ceux-ci ont parfois quintuplé. On pourrait croire que les gens sont devenus riches... Erreur ! Le riz coûte maintenant 40 dongs le kilo (au lieu de 0,40), la viande de porc 1 800 dongs le kilo (au lieu de 3), une boîte de lait 100 dongs (au lieu de 1,70).

Je suis allé acheter une ampoule électrique au magasin d'Etat. Je l'ai payée 65 dongs, alors qu'elle n'en coûtait que 2. Le grand avantage du nouveau système est qu'il n'y a plus de tickets de ravitaillement et qu'on peut acheter dans n'importe quel magasin d'Etat et à n'importe quelle date. Mais cela implique que les magasins aient des marchandises et les clients de l'argent.

Mon pays, je le sais bien, du nord au sud, est doté de tout pour être riche, or, il fait du sur-place. Pourquoi ? La responsabilité en revient à qui et à quoi ? A ceux qui sont déjà morts ou à ceux encore en vie ? Aux méthodes de travail, de pensée ou à la destinée du pays ? J'ai

beaucoup discuté de cela avec mes amis. Ils savent très bien la véritable cause, mais vu leur fonction dans l'appareil, ils n'osent pas la révéler. Je les comprends bien, ils ne sont pas bêtes, mais un peu lâches...

J'ai la conviction que, tôt ou tard, il y aura un miracle, pas sous forme d'un tremblement de terre comme à Mexico, mais tout au moins sous forme d'un typhon, d'un ouragan qui couchera par terre les vieux arbres séculaires pour laisser la place aux jeunes plantes...

J'étais à Hanoï le jour de la réforme monétaire. Par les journaux, vous savez que le nouveau dong vaut 10 anciens dongs. Dévaluation ou non, je n'en sais rien. Tout ce que je sais, c'est que trois ou quatre mois avant le jour J, jour du changement de monnaie, le bruit a couru que le dong n'aura plus de valeur et que chaque famille, riche ou pauvre, ne recevra qu'une même somme en nouveaux dongs. A cause de ce bruit, j'ai remarqué que plusieurs semaines avant le changement, on s'entassait, on se bousculait

dans n'importe quel magasin d'Etat ou privé pour acheter n'importe quoi et à n'importe quel prix. Le jour précédant le jour J, à Hanoï, dans toutes les rues, il y avait un va-et-vient très intense de la population pour dépenser son argent, malgré la hausse soudaine et imaginable des prix : celui d'un bol de Pho¹ passe de 30 à 300 ou 400 dongs, le poulet s'envole de 300 ou 400 dongs à 2 000 ou 3 000 dongs et on mange comme des fous. Tout cela a été publié dans les journaux.

Vers 23 heures, la veille du jour J, une foule immense se rassemble près du Petit Lac ; impossible de se frayer un chemin. J'ai vu ceux qui ont de l'argent acheter sans marchander n'importe quoi et ceux qui n'en ont pas, vendre n'importe quoi : des ustensiles de cuisine, des vêtements, des souliers neufs ou usagés, du fil électrique, des fers à repasser, des bicyclettes, des montres, et même la ceinture ou les sabots qu'on est en train de porter. En somme, c'était pour les ri-

ches l'occasion de se défaire de leur argent, et pour les pauvres, celle d'en gagner. Juste à six heures du jour J, la radio annonce que chaque famille devra déclarer tout ce qu'elle a comme argent et remettre la déclaration au chef de quartier avant midi. On annoncera plus tard que chaque famille a le droit d'échanger 20 000 dongs. Pour le surplus, c'est l'Etat qui décidera : gagné honnêtement, il sera remboursé, sinon, il sera confisqué. Deux jours après cela, nous avons reçu de nouveaux billets.

Je me demande d'où viennent les fuites puisqu'il devait s'agir d'une opération surprise ? Pourquoi et par qui tout le monde était au courant ? Les uns disent ceci, les autres cela. L'opinion commune incrimine les épouses des « gros bonnets ». Les riches et les malhonnêtes en profitent. Ils ont pu transformer à temps leur argent en marchandises. C'est une des raisons pour lesquelles le jeudi, il y a eu des descentes de police dans les maisons pour saisir les marchandises stockées. Les pauvres, eux, souffrent car les prix ont grimpé du jour au lendemain.

Cependant, les moutons commencent à voir les choses et à discerner le bien du mal, à critiquer, en somme, à parler ouvertement et franchement. Leurs éléments embêtent beaucoup leurs bergers qui cherchent actuellement un moyen pour apaiser le mécontentement de leurs troupeaux. Comment pourrait-on ne pas être mécontent quand

tout, sans exception, augmente du jour au lendemain ?

Peut-on imaginer qu'une cigarette vietnamienne coûte 15 à 20 dongs (et une américaine, 50 à 60 dongs). Pour le moment, il est impossible à un honnête travailleur, même avec un salaire quadruplé, de joindre les deux bouts, excepté naturellement, pour la nomenklatura et ceux qui font le marché noir. J'ai remarqué que plus la situation économique est mauvaise, plus le marché noir prospère.

Comment vivre lorsque un simple repas avec riz, légumes et quelques cacahuètes revient à 300 dongs par personne ?

Puisque le nouveau dong a perdu sa valeur, tout s'achète en or. Avec ce précieux métal, on peut acheter facilement n'importe quoi, y compris les produits prohibés par l'Etat et ceux importés d'Europe occidentale et du Japon. En mars 1985, le dollar valait 400 dongs, il en vaut maintenant 2 400. Stopper l'augmentation des prix est déjà difficile, les abaisser est impossible. Le peuple dit que les prix montent à la vitesse des missiles mais qu'à un moment donné, les missiles retombent à terre, tandis que les prix ne savent que monter...

Le nouveau principe décidé par le 8^e plénum du parti a pour but de rendre le peuple heureux mais sa mauvaise application aboutit au contraire. C'est la raison pour laquelle, partout, même à l'Assemblée nationale, s'élèvent de vé-

hémentes protestations. Pour calmer la colère du peuple, on a limogé un vice-président du conseil des ministres, promoteur de la réforme, mais le peuple attend d'autres limogeages...

Le 6^e congrès du parti, prévu en novembre 1986, est attendu avec espoir — et sans doute des illusions... Il devrait adopter une nouvelle politique et désigner de nouvelles figures. Devant une telle situation, le parti essaye de récupérer la confiance perdue, par des purges de responsables corrompus et par de nombreuses manifestations de critique et d'autocritique.

Faisant confiance à la maturité politique de mon peuple, je suis certain, que tôt ou tard, une étincelle jaillira du fond de l'impasse.

1. Soupe de Hanoï.

Nota : L'auteur donne les prix en anciens dongs. Il faut les diviser par 10 pour avoir ceux en nouveaux dongs. Le salaire moyen est situé entre 3 000 et 4 000 anciens dongs. Depuis la rédaction de texte, d'autres informations nous sont parvenues confirmant la hausse vertigineuse des prix :

- un billet d'avion Hanoï-Ho Chi Minh Ville : 13 500 dongs. (1 500 en 1982).
- un citron : 120 dongs.
- un œuf : 60 dongs.
- un kilo de sucre : 1 400 dongs.
- un kilo de viande : 2 000 dongs.
- un kilo de riz : 50 dongs (170 à 200 au marché noir).
- une ampoule électrique de 75 watts : 500 dongs.
- un comprimé de tagamet, médicament anti-ulcéreux : 200 dongs au marché noir (introuvable autrement).



Une équipe de paysans va travailler sur la parcelle de leur coopérative près de Hanoï.



ETAT D'EXCEPTION

Le 27 août, le gouvernement français remettait à son homologue espagnol deux nouveaux réfugiés basques. Maître Jon Gonzalez, l'un des défenseurs des réfugiés, décrit pour « Rouge » l'arbitraire auquel sont soumis les hommes et les femmes qui ont dû s'exiler de ce côté des Pyrénées.

□ *Que pensez-vous des explications du gouvernement français pour justifier les expulsions de réfugiés basques ?*

Jon Gonzalez — Ce qui a été expliqué aux journalistes, c'est que l'administration suspectait les intéressés de préparer des attentats. Ce qui est un délit. Mais si cela avait été vrai, des poursuites auraient dû être engagées contre ces personnes. Or, aucune procédure judiciaire n'a été engagée contre ces militants, ce qui est de nature à montrer qu'ils ne préparaient aucun attentat.

Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aux Droits de l'homme, M. Malhuret, qui avait été interrogé par la presse, avait publiquement indiqué que les intéressés n'étaient pas recherchés par la police et la justice françaises et pas davantage par la justice et la police espagnoles. Or, ces réfugiés, qui ont été remis directement à la police espagnole, ont été immédiatement placés en garde-à-vue et, au terme de celle-ci, ils ont fait l'objet de poursuites judiciaires alors qu'ils n'étaient pas recherchés au préalable.

La protestation n'a pas cessé au Pays Basque depuis le début des expulsions.

C'est donc au terme d'une garde-à-vue non justifiée juridiquement qu'ils ont



« Txema », lors de son arrestation en juillet dernier.

été incarcérés par le juge d'instruction. Il faut dès lors croire que c'est pendant cette garde-à-vue que des charges de nature à justifier leur inculpation sont apparues. Ces charges ne peuvent que découler de déclarations qu'ils auraient faites, vraisemblablement à la suite de tortures, pratiques souvent dénoncées par Amnesty International. Il faut d'ailleurs préciser que les quatre Basques expulsés ont dénoncé ces tortures devant le juge qui les inculpait. L'un d'entre eux a même dû être hospitalisé.

□ *On est donc confronté à l'arbitraire le plus total ?*

J. G. — La procédure administrative appliquée pour

leur expulsion s'appelle la procédure « d'urgence absolue ». L'ordonnance du 2 novembre 1945, régissant la situation des étrangers en France, prévoit l'expulsion comme catégorie juridique. Elle peut être ordonnée par le ministre de l'Intérieur contre des étrangers « menaçant gravement l'ordre public ». Cette ordonnance définit une procédure de principe dont l'exception est la procédure « d'urgence absolue ». La procédure de principe doit respecter le préalable de la comparution devant une commission départementale. Il s'agit d'une sorte de « tribunal de l'expulsion », chargé de donner un avis et devant lequel l'intéressé peut se défendre avec un avocat et connaître

NON A L'EXTRADITION DE TXEMA

Jose Maria Bereciartua, trente-deux ans, est l'un des vingt Basques ayant obtenu le statut de réfugié politique. Il est pourtant aujourd'hui sous le coup d'une demande d'extradition de la part des autorités de Madrid et incarcéré depuis le 31 juillet. La chambre d'accusation de la cour d'appel de Pau doit prochainement examiner son dossier.

Dans le climat actuel, tout est à redouter de la part de cette juridiction qui avait déjà donné le feu vert à l'extradition de plusieurs militants nationalistes en 1984. Et à n'en pas douter, au nom des habitudes de ce gouvernement, une réponse favorable de sa part entraînerait une extradition *manu militari*.

Jose Maria Bereciartua, « Txema », ne doit en aucun cas être livré à la police de Madrid. Le dossier d'accusation — on l'accuse de l'assassinat de plusieurs personnes, dont le maire de Olabarreta — n'est pas plus fondé que celui au vu duquel quatre réfugiés furent livrés à l'Espagne, voici deux ans. Le cas de ce militant, titulaire d'une carte de réfugié, d'un permis de résidence privilégié et d'une carte de travail de dix ans, doit devenir un symbole pour tous les défenseurs du droit d'asile.

Il n'est plus une minute à perdre pour exercer la pression maximale sur la justice et le gouvernement. D'ores et déjà, des contacts sont en cours pour parvenir à une manifestation, à Paris, le vendredi 12 septembre.

**Tous dans la rue,
le 12 septembre à 18 h 30.
Place de la Bastille**

le contenu de son dossier. Voilà la procédure de principe en cas de « menace grave » contre l'ordre public.

Par contre, il existe une procédure dérogatoire, celle de « l'urgence absolue » pour le cas où il s'agirait, non plus de menace grave mais de « nécessité impérieuse de sûreté de l'Etat ou de sécurité publique ». Il s'agit donc là de quelque chose d'extraordinaire. Cette procédure d'exception permet deux choses. Premièrement, elle fait l'économie de la comparution devant la commission départementale d'expulsion et liquide donc les droits de la défense. Deuxièmement, elle permet l'exécution immédiate de la mesure. Ce qui fait que les raisons invoquées par l'administration ne sont même plus contrôlables. Certes, on peut toujours tenter un recours administratif mais il n'est pas suspensif. Comme la mesure a déjà été exécutée, il ne sert plus à grand-chose. S'il aboutit à l'annulation de la mesure, l'intéressé, lui, est déjà dans les mains de la police espagnole.

□ *Désormais, tous les réfugiés basques sont menacés. Peut-on parler d'un marchandage entre les gouvernements français et espagnol ?*

J. G. — Oui, ils sont tous menacés et il y a chantage.

Le gouvernement français, qui n'est pas apparenté idéologiquement avec le gouvernement socialiste espagnol, a interdit à ce gouvernement d'envoyer les commandos du GAL sur le territoire français pour des questions de souveraineté, chacun sur son propre territoire. En contrepartie, il a accepté d'expulser des réfugiés. Voilà le marchandage. Rappelons qu'à l'époque où existait un gouvernement socialiste en France, le GAL était toléré ; enfin, disons qu'on fermait les yeux. Mais cette organisation avait quand même fait cinquante victimes sur le territoire français, c'est-à-dire beaucoup plus que toutes les campagnes terroristes connues depuis la guerre d'Algérie.

□ *Que risquent les militants basques une fois arrivés en Espagne ?*

J. G. — On a déjà vu qu'ils n'étaient pas recherchés par la police. Mais tous subissent la loi antiterroriste permettant des gardes-à-vue de dix jours. Tous ont été torturés et inculpés sur la base de déclarations faites dans ces conditions. Ils risquent par conséquent des peines criminelles allant jusqu'à trente ans de prison. Mais, comme la pratique espagnole permet de cumuler les peines, ils peuvent être condamnés à plus de cent ans de prison.

Propos recueillis par Cecilia Garmendia



**A propos
du Nicaragua**

Rouge n° 1217 avalise la décision du FSLN de fermer *La Prensa* au Nicaragua. L'analyse générale du FSLN, du processus à l'œuvre au Nicaragua, de *La Prensa*, n'est pas en cause mais ne peut suffire.

La fermeture du quotidien, déjà soumis à la censure, en particulier militaire, n'était pas une nécessité pratique due à l'état de guerre. Elle a d'abord une signification politique, l'affirmation du pouvoir sandiniste à l'intérieur et l'extérieur ; elle peut avoir été l'enjeu ou le mode de règlement de divergences internes au FSLN, ou être une pièce de négociations éventuelles avec la Contadora ou dans d'autres cadres.

On peut douter que cette mesure améliore le rapport de forces pour la révolution, puisqu'elle donne des arguments aux opposants ou aux hésitants sur le thème des restrictions de la démocratie sans qu'ils soient compensés par des avantages militaires ou dans la mobilisation de masse. Celle-ci doit en effet d'abord reposer sur la conviction dans la population de l'intérêt qu'il y a à défendre la révolution et non sur des restrictions de droits démocratiques qui risquent toujours de se pérenniser et devenir le mode de règlement des divergences pourtant inévitables dans un processus révolutionnaire affaiblissant par là le soutien populaire. Au niveau extérieur, cette mesure contribue à isoler la direction sandiniste en rendant plus difficile de jouer sur certaines contradictions entre gouvernements latino-américains par exemple.

Aucune de ces questions n'est discutée dans *Rouge*. Sont-elles sans fondement ? Ajoutons qu'il est confusionniste de dire que nous sommes avant comme après la révolution pour le respect des droits démocratiques et de justifier sur cette base leur mise en cause. Et qu'il est jésuitique mais malhabile d'écrire « qu'on peut certes s'interroger sur l'état d'urgence » sans préciser les termes de cette interrogation qui reste dès lors creuse, pouvant alimenter l'accusation d'hypocrisie ou celle de suspicion. Rappelons enfin que le droit au désaccord avec telle ou telle décision sandiniste n'a rien à voir avec la volonté de ne pas se salir les mains (au Nicaragua aujourd'hui il faut faire la guerre) mais avec l'exercice même de la solidarité sur le long terme et donc aussi la défense du contenu démocratique et émancipateur du socialisme pour lequel nous luttons.

P. B. (Paris)

Reagan, lors de la dernière campagne électorale, sur un chantier naval de la côte Est.



ETATS-UNIS

DES TRUCS ET DES DEGATS

La priorité des priorités de Reagan, la réforme fiscale, a enfin abouti. Elle arrive pourtant dans un contexte sombre pour l'économie américaine. La reprise qui a tant servi de référence aux libéraux du monde entier aura été de courte durée.

Deux années de discussions, de renvois d'une chambre à une autre, un véritable parcours du combattant ont été nécessaires pour aboutir au projet prioritaire du président Reagan : la réforme fiscale. Celui-ci, lors des dernières élections présidentielles, en avait fait la clef de voûte de sa réélection. Cela devait être « la révolution » de son mandat. Le texte qui ressort aujourd'hui est le produit d'un long compromis entre les républicains et les démocrates.

Globalement, cette réforme aboutira à une baisse moyenne de 6 % de l'imposition personnelle sur le revenu. Cette baisse sera largement modulée suivant les catégories de revenus. Les familles se situant au-dessous du seuil de pauvreté (dix mille dollars, soit environ soixante-dix mille francs, par an et pour une famille de quatre personnes) seront, maintenant, exonérées. Pour ceux situés entre dix et vingt mille dollars, la baisse sera de 22 %. Pour les revenus moyens, entre vingt et cinquante mille dollars, la fourchette de la baisse est évaluée entre 8 et 10 %. Et enfin, pour les revenus supérieurs à cinquante mille dollars, la diminution d'impôts ne dépasserait pas 1 % à 2,4 %.

Il s'agit donc d'une baisse proportionnelle au revenu. Ainsi les pendules sont partiellement remises à l'heure. Cette aide aux revenus défavorisés ne fait que compenser la précédente réforme fiscale que Reagan avait orchestrée en arrivant au pouvoir en 1981. Celle-ci avait favorisé les riches au détriment des pauvres. Les riches n'ont donc pas à se plaindre, comme l'explique Milton

Friedman, un des inspirateurs de la Maison-Blanche : « Il y a six ans, à la veille de l'arrivée de Reagan à la Maison-Blanche, le taux d'imposition des personnes physiques sur la tranche supérieure de revenu était de 70 %. Après la réforme de 1981, il était revenu à 50 %. Demain, c'est-à-dire pour les revenus perçus en 1988, il ne sera plus que de 28 % ou 33 % ».

Le taux d'imposition sur les sociétés passerait de 46 % à 33 %. Un certain nombre d'avantages comme le crédit d'impôt pour l'investissement et l'amortissement accéléré sont supprimés. Ce qui revient au total à une augmentation pour les sociétés. La nouvelle réglementation aboutit donc à un transfert du poids de l'impôt des particuliers vers les entreprises. La perspective des prochaines échéances électorales n'est sans doute pas étrangère à ce transfert de charges fiscales.

Mais la réforme fiscale de Reagan vise surtout à tenter de rétablir la rentabilité des investissements productifs au détriment des placements purement financiers et spéculatifs, qui ne bénéficieraient plus désormais des mêmes diminutions d'impôts. En ce sens, cette nouvelle réglementation pourrait être un nouveau point d'infléchissement de la politique libérale en vogue à Washington, même si ce texte est le produit d'un compromis entre les représentants et les sénateurs, entre l'exécutif et le législatif et entre les républicains et les démocrates. En effet, abaisser les impôts des particuliers revient à favoriser une reprise par une augmentation de la demande des ménages. Si une telle reprise voyait le jour, elle

relancerait aussitôt les investissements productifs. Surtout que la charge des impôts est désormais inégalement répartie sur les branches industrielles. Les services et les sociétés productrices de biens de consommation verraient ainsi leur charge fiscale allégée.

Cette « révolution », l'euphorie de la réussite passée, ne soulève pourtant pas un optimisme béat de la part des commentateurs économiques. La preuve pour eux ? La Bourse n'a guère connu d'évolution, positive ou négative, d'ailleurs. Elle arrive, sans doute, un peu trop tardivement pour ces messieurs. Car le contexte dans lequel l'économie américaine se débat est sombre. Déclin ?

Marasme ? En tout cas, le PNB des Etats-Unis n'a évolué que de 0,6 %, alors que les prévisions les plus pessimistes avançaient le chiffre de 1,1 %. Et, en juillet, les industries américaines n'ont fonctionné qu'à 78,2 % de leur capacité ; ce chiffre est le plus bas enregistré depuis la sinistre année de 1983. La principale victime sera, encore et toujours, l'emploi. Déjà les grands groupes de l'automobile, General Motors, Ford et Chrysler ont annoncé la réduction d'un tiers de leurs effectifs pour 1990. La reprise et les « trucs » de Reagan, qui avaient assuré sa réélection à présidence, n'ont été que de courte durée.

Alain Gwenn

VIENT DE PARAÎTRE



MECANOS SANS FRONTIERE

Ils étaient sept travaillant sur la plate-forme d'Orly, à Air France ou à Air Inter : Louis, Joël, Alain, Stéphane, Patrick, Hervé et Eric. Ils sont allés cet été à Managua témoigner du soutien du comité de solidarité avec le Nicaragua de leur lieu de travail auprès de la compagnie aérienne Aeronica. « Rouge » les avait rencontrés avant leur départ. Il les a revus à leur retour. Joël est à la LCR, Eric au PCF — tous deux sont à la CGT —, Alain, Patrick sont inorganisés.

□ *Comment s'est passée l'arrivée ?*

Joël — C'est moi qui suis arrivé en premier, je dois dire que j'étais un peu angoissé de savoir si on allait être à la hauteur et ça ne s'est pas calmé en voyant la façon dont ils nous recevaient : ils nous payaient l'hôtel (20 francs par jour et par personne) et les repas à la cantine matin et midi, accueil par toute la direction du syndicat...

Nous, on arrivait avec de l'outillage acheté avec l'argent de la collecte, des lettres de soutien de la CGT et du comité d'Orly et notre expérience professionnelle. En fait, c'est cette dernière qui les intéressait le plus. Le retard qu'ils ont à combler est très important, et ils mettent un très gros accent sur la formation : formation sur les systèmes avions, formation au dépannage, à tout un tas de choses qui

nous paraissent évidentes du fait de notre environnement et qu'ils ont à acquérir. On a mis sur pieds quatre cours suivant nos spécialités.

□ *Le Nicaragua, quelle impression ?*

Patrick — Je m'attendais, non sans appréhension, à débarquer dans un pays en guerre, avec des militaires partout... en fait c'est très calme à Managua et dans la plus grande partie du pays. C'est beaucoup plus une guerre entre une armée et des bandes terroristes, dans les zones montagneuses. De plus ce n'est pas comme l'armée chez nous, on sent tout un peuple derrière son armée.

Eric — Les contras font surtout des attentats ponctuels pour essayer de mettre le maximum d'insécurité. Par exemple, je devais me rendre à Bluefields, sur la côte

Atlantique. La région était calme, pas une agression depuis six mois. Le matin où je devais me mettre en route, j'ai lu dans le journal qu'ils avaient tiré à la roquette sur le bateau, faisant plusieurs victimes. De même, Aeronica a été obligé de dérouter ses vols sur Puerto Cabezas et de faire un détour rallongeant de 50 %, face au danger d'avoir un avion abattu. Et Reagan qui parle de lutte contre le terrorisme !

Alain — J'avais peur de trop ressentir l'angoisse de la guerre, les gens renfermés... Les gens sont très ouverts, on peut bien communiquer. Ils sont contents qu'on vienne les aider, que l'on vienne témoigner de leur réalité. Témoigner de leur attachement à leur révolution, mais aussi qu'ils aimeraient bien qu'on les laisse tranquille, se développer en paix. On sent une certaine lassitude, lassitude des

AERONICA

Environ 450 salariés, ce qui est important par rapport à la taille moyenne des entreprises de Managua (cinquante), dont une soixantaine de mécanos. Le travail débutait à 8 h 00 et se finissait à 17 h 00, avec une pause d'une heure et demie le midi. Travail du lundi soir au samedi midi.

L'entreprise a à payer l'héritage de la dictature : propriété somoziste, tout l'encadrement est parti avec Somoza. Au bureau technique, le plus ancien travaille depuis quatre ans. L'entretien des avions était en grande partie assuré à l'extérieur : Miami, Costa-Rica, Mexique...

Aeronica souffre du blocus yankee : ayant un Boeing 707 et un Boeing 727, il faut passer par d'autres compagnies pour se procurer les pièces détachées. De plus, toutes les pièces sont facturées en dollars ; on répare plutôt que de remplacer.

Les salaires vont de deux cents francs pour la femme de ménage à cinquante francs pour les ingénieurs. Certains servi-

ces spéciaux sont assurés : cantine, ramassage des employés par bus, marchandises à tarifs préférentiels dans les « supermarchés du peuple ». A titre de comparaison, un vendeur de bières peut se faire jusqu'à mille francs par mois, un mécano avion aux USA est payé neuf mille francs par mois...

Le syndicat, la CST, est dirigé par un bureau de sept élus au suffrage direct à bulletin secret, parmi plusieurs candidatures : le dirigeant du syndicat des mécanos, Luis Torres, avait été élu avec 80 % des voix. C'est lui qui nous a expliqué que le syndicat avait une double fonction dans Aeronica : d'un côté défendre les travailleurs, organiser des aides sociales (par exemple, intervenir auprès du syndicat de la construction pour avoir des sacs de ciment à prix coûtant pour les travailleurs), de l'autre se battre pour améliorer la production, contrôler les investissements... Il existe aussi une section de l'AMNLAE (organisation des femmes), mais peu active.

morts, des destructions, de la pénurie. Je ne comprends pas l'acharnement qu'ont les USA face à un pays aussi pauvre. Heureusement, leur fierté les aide à tenir le coup !

Patrick — Ce qu'il y a de bien là-bas, c'est que tout n'est pas basé comme chez nous sur la consommation, le mythe de la possession, on les sent attachés à faire aboutir leurs idées, leur indépendance.

□ *La démocratie, la politique au Nicaragua ?*

Alain — Pour moi, la démocratie, c'est autant dans le travail que dans le pays. J'ai beaucoup apprécié leurs discussions avant de prendre des décisions. Ça prend du temps, l'avion attend parfois avant d'être réparé, mais la majorité est satisfaite. Tant qu'à tout refaire, il vaut mieux aller lentement et le faire bien. Le système européen, c'est : « toi, fais ça »... Là-bas, ça discute, les mécanos ne sont pas des numéros. La démocratie, c'est aussi les « cabildos » où les gens viennent dire ce qu'ils pensent de la Constitution, l'expression directe. Ce n'est pas une histoire de vote, les gens exposent leurs pro-

blèmes, on essaie d'en sortir quelque chose.

□ *Le retour en France ?*

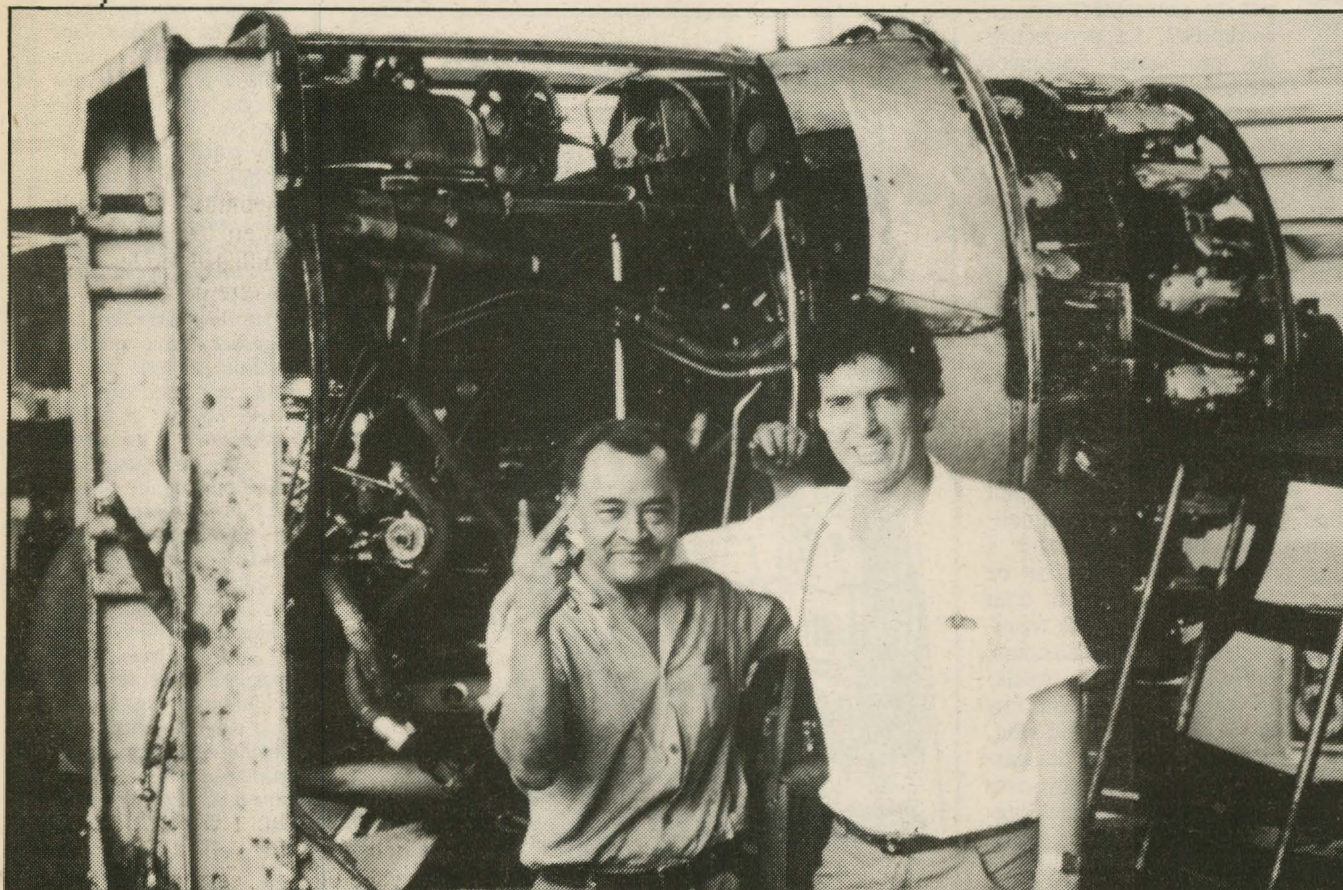
Stéphane — Triste, mélancolique. Le regret de ne pas avoir fait assez et l'envie d'y retourner. Par certains côtés, on se demande pourquoi on rentre. Ici, on se pose souvent le problème : à quoi sert-on ? Là-bas tu fais le changement vers le progrès, tête et ventre sont indissociables, tout n'est pas fait en fonction du fric. Tout ce que tu peux faire, même si c'est peu, ça sert, pas comme en France où pour changer quelque chose, plein de gens se sont cassés les dents, où tu n'arrives pas à avancer.

Patrick — La France, c'est un pays qui s'endort, où l'on maintient les vieilles mentalités. Le Nicaragua, un pays cherche à élever les consciences, à faire progresser les gens.

Tous — Il faut continuer la solidarité : en septembre, un steward et une hôtesse d'Air-Inter vont à Aeronica aider à former les commerciaux, et nous préparons une deuxième brigade, car à mesure que nous en parlons, nous suscitons des vocations !

Propos recueillis par notre correspondant

Louis et un mécano avion d'Aeronica



Les télécoms à l'heure informatique

La déréglementation, l'éclatement des réseaux s'appuient sur les bouleversements technologiques : satellites, ordinateurs, terminaux...



Le secteur des télécommunications est traditionnellement un peu en marge du reste du système capitaliste.

Il fonctionne selon le schéma suivant : dans chaque pays, un monopole — souvent une administration d'Etat — organise le réseau. Les liaisons internationales sont régies par des accords stables entre ces différents monopoles nationaux. Les tarifs ne résultent donc pas dans ce cas du libre jeu des lois du marché. C'est encore l'époque de la réglementation.

Un tel système permet aux tarifs de s'écarter des prix de revient effectifs. Il y a trente ans, le coût d'une communication était plus ou moins proportionnel à sa distance. Cela n'est plus vrai aujourd'hui à l'époque du satellite et de la fibre optique.

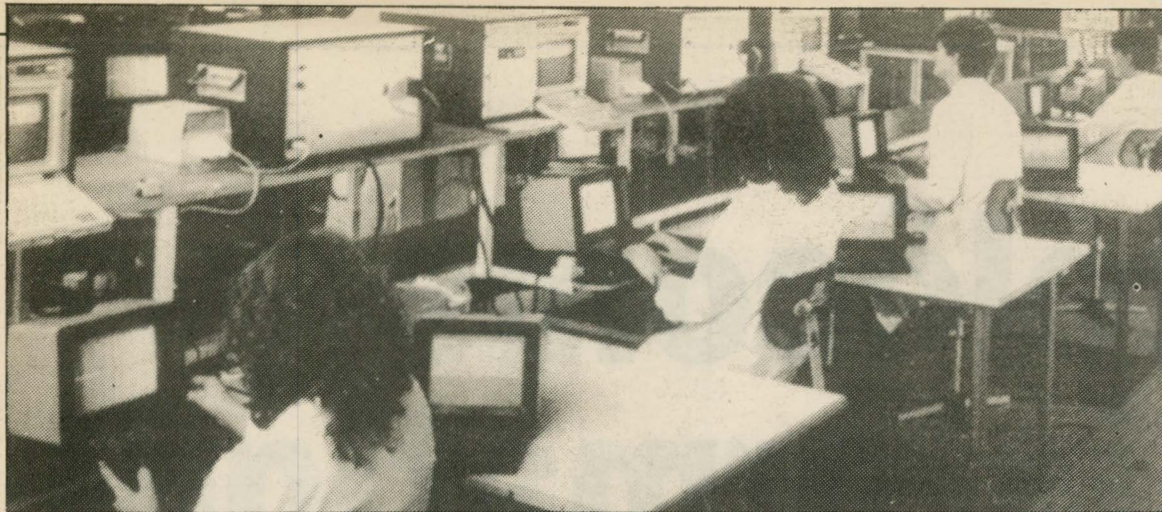
La tarification n'est plus évaluée de la même façon et il en résulte d'importantes « distorsions tarifaires » dans le monde entier.

En France, par exemple, d'après le Commissariat général

Le progrès technique réduit toujours le poids des distances.

au Plan, les communications locales étaient, en 1981, sous-tarifées de 4 milliards et les communications interurbaines surtarifées de 11 milliards. Cette situation favorise les particuliers, car ils téléphonent essentiellement à proximité de leur domicile. La sous-tarification dont ils bénéficient a rendu le téléphone accessible à tous.

La réglementation se retrouve au niveau de l'industrie téléphonique : les administrations répartissent leurs achats entre un nombre restreint de fournisseurs. Ceux-ci, protégés de la concurrence intérieure et étrangère, jouissent de copieuses rentes de situation. La téléphonie est une industrie bien délimitée où le progrès technique dépend essentiellement de l'effort propre de recherche du secteur.



Dans le cadre de la crise actuelle, le patronat cherche à faire baisser ses charges pour relever ses profits. Quelques données permettent d'apprécier l'ampleur du problème.

Les télécommunications représentent en moyenne de 0,5 à 4 % des charges d'exploitation d'une entreprise industrielle. Les trois plus grandes banques françaises ont une facture annuelle comprise entre 250 et 300 millions de francs ! En France, un millièmme des abonnés procure 55 % de son chiffre d'affaires à la Direction générale des télécommunications.

Les entreprises se trouvent être à l'origine de la plus grande partie des communications longue distance et les « distorsions tarifaires » par rapport au coût réel de la communication entraînent un transfert colossal vers les particuliers au détriment des entreprises. Le Commissariat général au Plan le chiffrait à 10 milliards pour 1982.

La tendance actuelle est à l'accentuation du phénomène. D'une part, l'usage des télécommunications prend une importance croissante avec le développement de la téléinformatique, dont l'un des buts est de faire baisser les coûts, de l'autre, le progrès technique réduit toujours plus le poids de la distance dans le prix de revient d'une communication. On comprend ainsi mieux la volonté du patronat d'en finir avec la péréquation

Une activité informatique considérable, à la veille d'un développement sans bornes.

des tarifs et d'aligner ceux-ci sur les prix de revient.

Pour y parvenir, les plus fervents libéraux préconisent la mise en concurrence des réseaux. Les Etats-unis en fournissent un exemple : le quasi-monopole d'ATT (91 % du marché) a été aboli. Pour les communications longue distance, les abonnés peuvent ainsi choisir entre plusieurs sociétés : ATT, qui conservait en 1986 81 % du marché, MCI, filiale d'IBM, qui s'attribuerait 8 %, US Sprint,

4 %, etc. Résultat : les communications longue distance ont baissé de moitié.

Les firmes multinationales dont les activités sont réparties dans le monde entier font pression pour obtenir partout les mêmes baisses de tarif. Une trentaine d'entre elles animent une association internationale de « consommateurs », l'INTUG (International Telecommunication Users Group). A son conseil d'administration, on retrouve Shell, Citybank, American Express, Rank Xerox et, bien entendu, IBM Europe.

TMA, la section britannique de l'INTUG, a joué un rôle essentiel dans la loi privatisant British Telecom. En Australie, les représentants de l'INTUG ont animé la campagne contre l'Australian Post Office.

La brochure de présentation de l'INTUG annonce clairement la couleur : « Ces entreprises dépensent des millions de dollars par an télécommunications (...) Elles ont donc intérêt (...) à la recherche de tarifs qui tiennent compte des dernières avancées techniques » !

Cette volonté de faire éclater les réseaux existants prend appui sur le bouleversement technologique. Si, dans un pays, le monopole des télécommunications est aboli, une simple antenne de satellite permet de s'affranchir des réseaux publics existants et d'écarter les liaisons les plus rentables. Au Japon, un réseau de fibres optiques vient d'entrer en service entre les sept principales villes et propose des tarifs 23 à 29 % moins chers.

Les télécommunications se sont longtemps résumées au simple transport de la parole humaine. Le bon vieux téléphone assure encore 90 % des recettes de la DGT. Cette situation est en train de changer : un nombre croissant d'ordinateurs et de terminaux se connectent au réseau de télécommunications. Il s'agit, soit d'échanger des informations (transmission de données), soit de transformer leur contenu au cours de leur transfert (services à valeur ajoutée).

Des réseaux privés coexistent déjà en France, parallèlement au réseau public, par exemple, pour relier le siège d'une banque à ses agences. L'interconnexion de ces réseaux privés n'était auto-

risée qu'au sein d'une même profession, entre banques ou entre compagnies aériennes pour la réservation des places, par exemple.

« On voit maintenant émerger des besoins grandissants de dialogue entre les entreprises, explique un directeur d'IBM-France, entre une entreprise et ses clients, entre une entreprise et ses banques (...) Ce qui fonctionne pour l'intra-entreprise, doit aussi fonctionner pour l'interentreprise. Dans l'exemple d'un constructeur automobile, un dialogue informatique complet avec ses fournisseurs va améliorer sa flexibilité, diminuer les temps de réponse à des

variations de programmes ou de modèles. Il pourra réagir plus vite aux besoins de la clientèle, raccourcir ses cycles de fabrication, donc ses inventaires. »

Une activité informatique considérable va donc se développer pour rendre compatibles des systèmes qui ne l'étaient pas jusqu'ici, stocker de l'information, la redistribuer... Constructeurs informatiques, sociétés de services, multinationales de tout poil rêvent de mettre la main sur cette activité.

Dans un pays comme la France, cela n'est pour l'instant pas possible. Il est interdit à un opérateur autre que la DGT d'acheter de la transmission pour y adjoindre sa propre commutation et revendre ce service à des tiers.

La maîtrise des réseaux à valeur ajoutée est d'une importance capitale pour l'avenir des réseaux publics. Cette activité va progresser annuellement de 40 à 50 % d'ici 1990. L'abandon du monopole permettrait à l'ensemble de la communication de s'affranchir des réseaux publics, la parole et l'image prenant de

plus en plus la même forme que les données informatiques.

Les grands perdants de la déréglementation des réseaux sont les travailleurs. En tant que consommateurs, ils ont essentiellement recours aux communications locales : aux USA et en Grande-Bretagne, les tarifs de celles-ci ont augmenté de 30 à 50 % entre 1980 et 1985. En tant que salariés, ils voient se multiplier les licenciements et la remise en cause d'avantages acquis (ATT, British Telecom...)

En ce qui concerne les communications internationales, le développement de la concurrence risque d'être dramatique pour les pays du tiers monde. Jusqu'à présent, tous les pays avaient accès aux liaisons téléphoniques par satellite pour un tarif identique. Une organisation internationale, Intelsat, assurait cette péréquation. La mise en concurrence d'Intelsat sur les liaisons les plus rentables prive cette organisation internationale des surplus financiers qu'elle redistribue aux pays du tiers monde.

Alain Lerichard

Monopoly industriel

Peu de groupes risquent de survivre entre ATT, numéro un mondial du téléphone, et IBM, numéro un de l'informatique. Quant à la vocation de service public des télécoms, elle est sans cesse remise en cause...

La déréglementation des réseaux ne s'explique pas uniquement par la pression des gros utilisateurs et des prestataires de services informatiques. Les télécommunications représentent un marché d'équipements considérable absorbant, en 1982, 30 % de la fabrication mondiale de produits électroniques et 10 à 15 % des ventes mondiales de produits électriques.

Cette industrie est concentrée dans les pays développés. Les pays de l'OCDE représentent environ 90 % de la production mondiale de matériels de télécommunications.

Dans les années soixante-dix, le téléphone a connu un bouleversement complet.

◆ Dans les nouveaux centraux téléphoniques, l'aiguillage des communications est réalisé par

des ordinateurs. En jargon technique, la commutation passe de l'électromécanique à l'électronique spatiale, puis temporelle (numérique).

◆ La voix humaine est de plus en plus transmise sous la même forme que les données informatiques. En jargon technique, la transmission se numérise.

Le téléphone et l'informatique, autrefois nettement délimités, sont en train de fusionner. Il en résulte une formidable redistribution des cartes. Un des objectifs de la déréglementation américaine était justement de redéfinir les parts de marché revenant aux différents constructeurs, et de lancer les trusts américains à l'assaut du monde.

Entre ATT, numéro un mondial de la téléphonie, et IBM, numéro un de l'informatique, peu de groupes survivront au niveau international. « Les uns

disparaîtront purement et simplement, d'autres basculeront dans l'univers IBM. Certains se concentreront sur des créneaux, des "niches". » (le Monde, 14 janvier 1984). Une guerre impitoyable se mène à coups d'innovations technologiques. Au début des années soixante, un central téléphonique nécessitait trente à quarante millions de dollars de recherches, amortissables sur vingt ans. A la fin des années soixante-dix, il fallait une somme dix fois plus importante. A l'heure actuelle, concevoir un central demande des frais de recherches et de développement de l'ordre du milliard de dollars (autant que pour un avion civil). Pour amortir une telle somme, en moins de dix ans, il faut fabriquer une grande série et détenir au moins 10 % du marché mondial.

Aucun marché national, assise traditionnelle des sociétés euro-

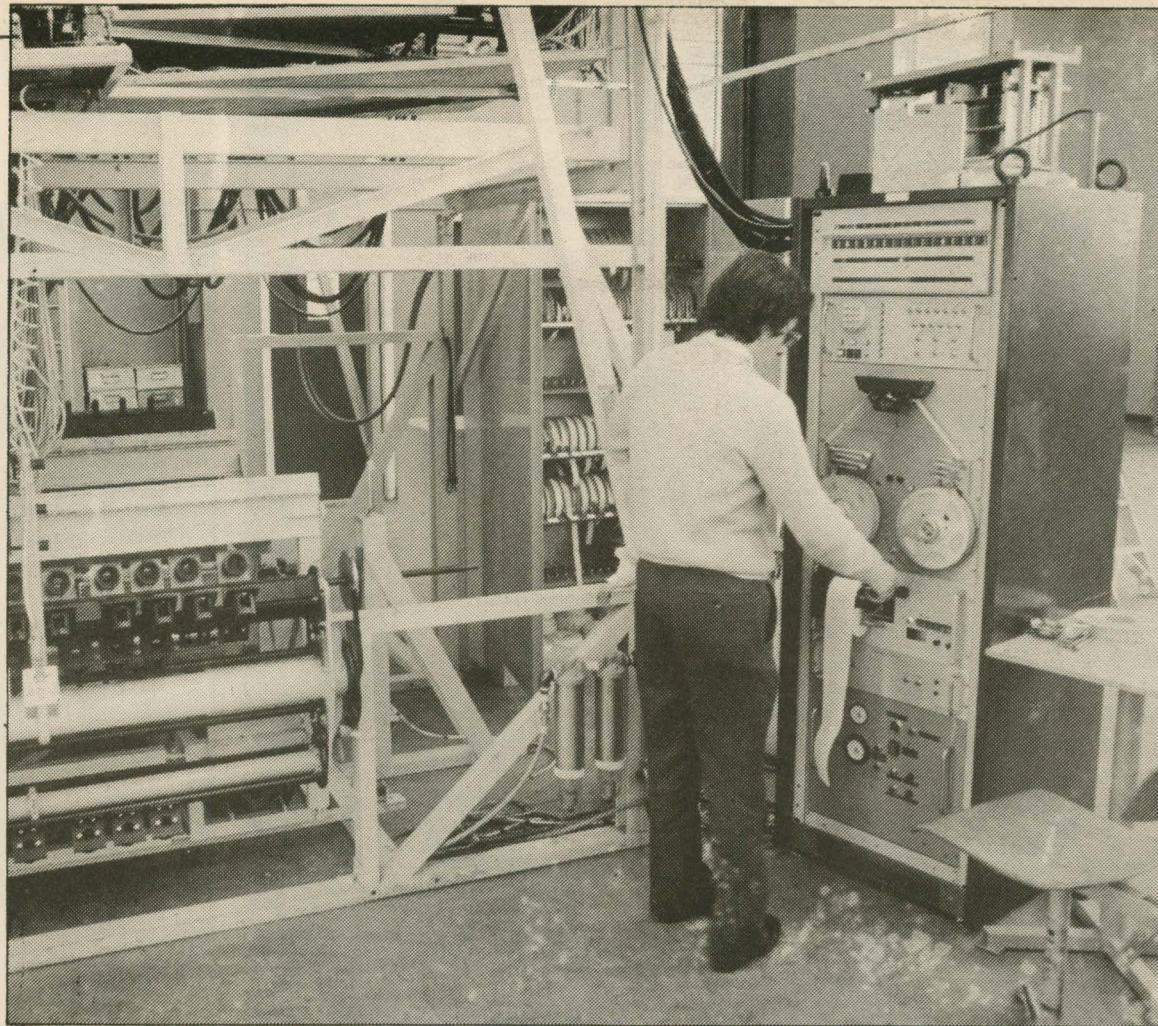
peennes, ne dépasse en Europe plus de 6 % du marché mondial. L'heure est à la concentration et à l'internationalisation. L'accord CGE-ITT illustre bien ce phénomène. ITT qui a régné en maître sur la téléphonie (en dehors des USA) pendant un demi-siècle jette l'éponge. La CGE devient le numéro deux mondial et espère devenir le champion d'Europe.

Avec l'approbation par le gouvernement de l'accord ITT-CGE semble se confirmer la volonté de la bourgeoisie française de maintenir et développer une industrie des télécommunications. Le clan de ceux qui hésitent à copier le modèle américain risque de se renforcer. La plate-forme RPR-UDF révélait déjà cet embarras. Il y est question d'une part de « *laisser jouer la concurrence sur les liaisons inter-entreprises et internationales et sur les services nouveaux* », le monopole des PTT se limitant aux appels locaux et, d'autre part, de n'ouvrir à la concurrence que les services à « *valeur ajoutée* ». Les PTT étant transformés en établissement public.

◆ La bourgeoisie française doit procéder à des arbitrages difficiles entre les avantages escomptés de la déréglementation et les risques que celle-ci ferait courir aux fournisseurs de matériel et de services informatiques. ATT par exemple, dispose d'un budget de recherche et de dévelop-

Une guerre impitoyable à coups d'innovations technologiques.

pement comparable à l'ensemble des budgets publics et privés de



la CGE ! La recherche en France est actuellement assurée par un service public, le CNET, établissement des PTT.

◆ Le gouvernement craint d'autre part la réaction des travailleurs des PTT illustrée récemment par la grève du 17 juin. Longuet a déclaré : « *Après le traumatisme de la grève de 1974, tout homme politique qui prendrait le risque d'une nouvelle rupture avec le climat social devrait savoir que du même coup rien ne se ferait plus à la poste, ni par contrecoup aux télécoms. Je ne prendrai pas le risque de compromettre et même de condamner toute chance d'évolution de cette administration pour le plaisir de "rouler les mécaniques"... J'écarte donc le "tout ou rien".* » C'est dans ce cadre qu'il

faut analyser la politique actuelle du gouvernement.

L'annonce de la privatisation de TFI a occupé le devant de la scène. La loi Léotard impliquera des bouleversements tout aussi importants, sinon plus aux PTT. Elle met directement en cause le monopole des communications. Une série de compétences passeront des PTT à la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL). Il en sera ainsi de la gestion de l'ensemble du secteur audiovisuel (fréquences, réseaux cablés...) et de l'autorisation des réseaux internes aux entreprises. De même en ce qui concerne les liaisons téléphoniques comprenant des mobiles (voitures, train), des services de téléphone dans les lieux publics, des réseaux per-

mettant le dialogue entre ordinateurs.

En ce qui concerne les travailleurs des PTT, toutes ces attaques auront des conséquences très lourdes. La mise en concurrence, la suppression prévue de sept mille emplois vont entraîner une course effrénée à la productivité.

Une loi précisera avant fin 1987 comment sera organisée la concurrence et quelles missions de service public la DGT devra continuer à exercer.

En attendant, par touches successives, la déréglementation continue de progresser. Un nombre croissant d'activités sont sous-traitées ou carrément privatisées.

« *Assez timide* », le décret du 20 juillet 1971, sans organiser l'écclatement des PTT, permettait déjà néanmoins de désynchroniser l'évolution des deux secteurs. La restructuration des télécoms avait lieu en octobre 1974, puis en janvier 1976. La restructuration de la direction générale des postes en février 1977.

◆ A partir de 1971, mais surtout de 1974, la DGT va offrir l'image d'une institution hybride, qui reste une administration mais qui fonctionne en fait comme une entreprise. La DGT se dote d'instruments de gestion que l'on ne rencontre pas d'ordinaire dans une administration (multiples ratios financiers). La politique du nouveau service du personnel tente d'assouplir les « contraintes » du budget, avec des primes pour attirer les polytechniciens par exemple. La création d'un sigle propre aux télécoms, les voitures bleues, les téléboutiques, tout est fait pour différencier les télécoms de la

poste.. « *A la faveur d'un réaménagement apparemment purement technique, neutre, on a modifié substantiellement les rapports internes aux PTT, entre administrateurs et ingénieurs, postes et télécommunications* », explique le rapport Chevallier.

En France, contrairement à ce qui se passe dans certains pays, les PTT ne fabriquent pas de matériel. La pose et le raccordement des câbles utilisés par les télécoms sont réalisés pour 65 à 70 % par le privé. Seize cent entreprises sous-traitantes travaillent pour les télécoms. 55 %

La bourgeoisie navigue entre les avantages et les risques de la déréglementation.

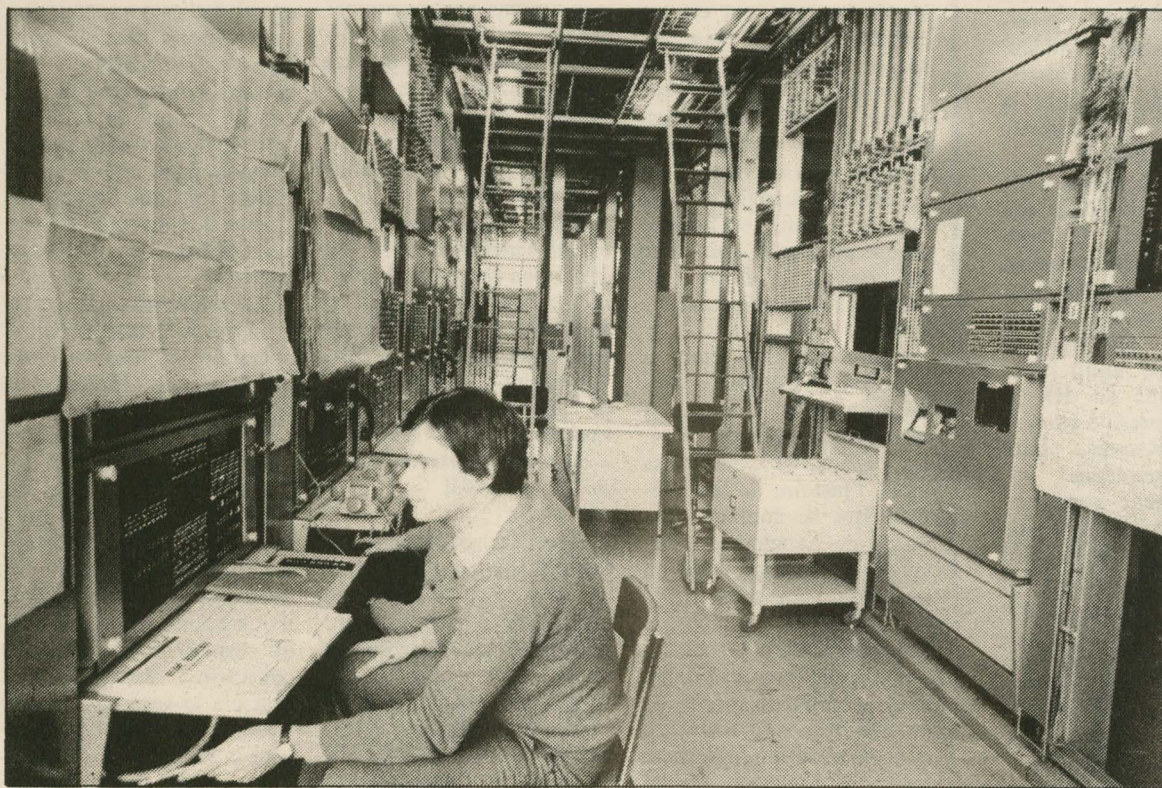
des abonnés sont « installés » par le privé. Cinq cent entreprises réalisent un chiffre d'affaires de plus de deux milliards et emploient quinze mille salariés.

◆ Les activités nouvelles sont le plus souvent confiées à des filiales de droit privé. TRANSPAC est la plus connue d'entre elles. Elle raccorde par exemple les Minitel. L'ancien directeur adjoint du cabinet de Mexandeau est maintenant PDG du Holding coiffant les filiales. Il explique : « *Il est clair qu'il faut faire évoluer les choses progressivement. Peut-être que l'évolution prendra dix ans. Parmi les méthodes possibles, il y a la filialisation de certaines activités nouvelles. La filialisation de certaines prestations de services de télécoms est une solution pour "déréglementer à la française". C'est à dire progressivement.* »

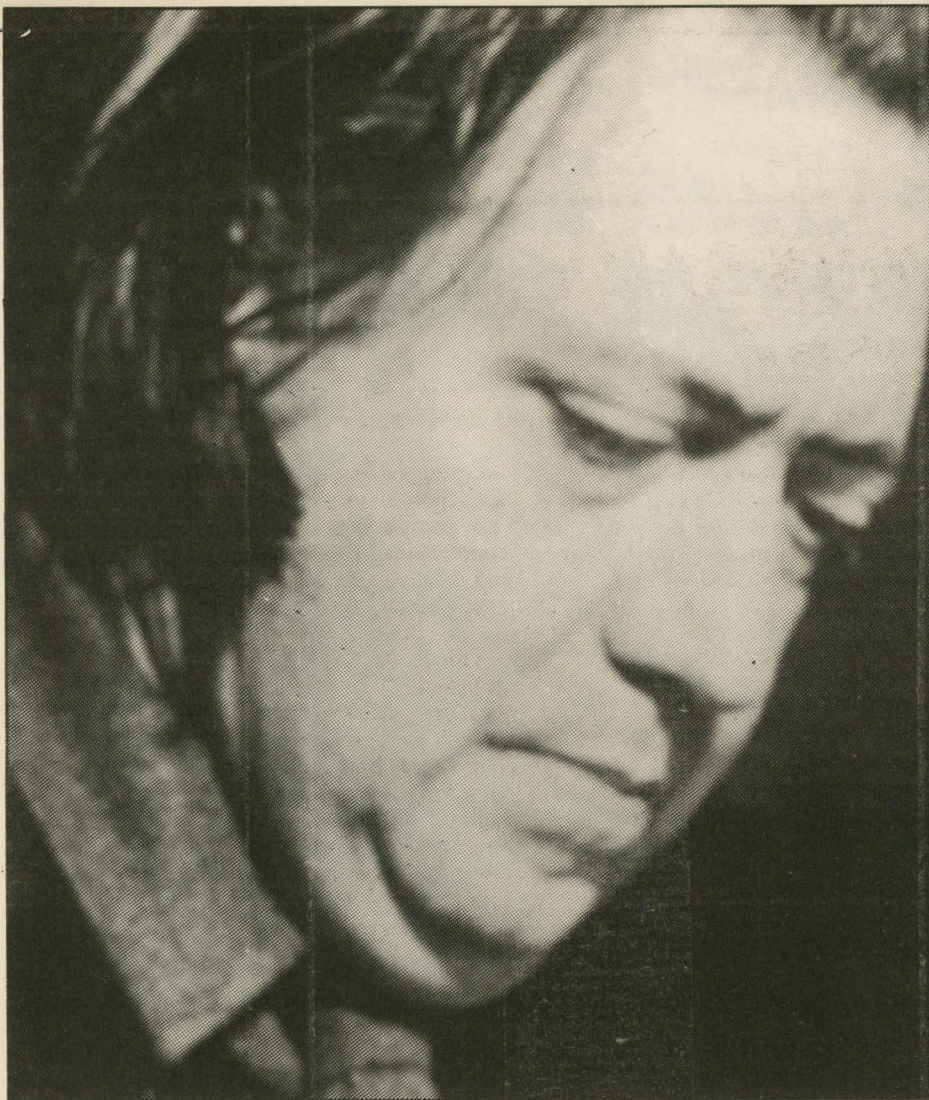
◆ Parallèlement, l'alignement des tarifs sur les prix de revient avance doucement. Les tarifs « bleu, blanc, rouge » instaurés en mai 1984 ont fait passer la réduction tarifaire entre 19 h 30 et 20 h 30 de 50 à 30 %. Pour ceux qui téléphonent dans ces heures-là, c'est-à-dire les particuliers depuis leur domicile, cela revient à une hausse de 40 %. De l'aveu même de la DGT, cela revient par contre à un rabais de 30 % pour les très gros utilisateurs.

Les appels locaux sont depuis le 1^{er} mai 1985 taxés dans la journée toutes les vingt minutes... A l'automne cela doit passer à huit minutes. Les très gros utilisateurs bénéficient maintenant d'un rabais de 20 %, à partir d'un certain seuil le rabais peut aller jusqu'à 50 %. C'est l'abandon d'un des principes de base de la tarification du « service public », qui voulait que tous les abonnés paient la taxe de base le même prix.

Alain Lerichard



Henri Langlois était le « dragon qui veille sur nos trésors », disait Cocteau. Photo de droite : Jeanne d'Arc de Dreyer, un des trésors de la Cinémathèque.



LA « THEQUE » A 50 ANS

Une fois n'est pas coutume, la Cinémathèque qui passe son temps à honorer les uns et les autres s'offre son festival. Elle fête son cinquantième anniversaire.

En septembre 1986, la Cinémathèque française se rend hommage à elle-même : les films projetés à Paris en 1936, une « carte blanche » posthume donné à Henri Langlois, des hommages à Georges Franju et une carte

blanche à Marie Epstein, une sélection des grandes restaurations... Elle fête son cinquantième anniversaire et « cette vieille dame est toujours jeune », comme on dit dans les ouvrages pieux. Pour nous, il n'est pas tout à fait indifférent que ce

cinquantenaire soit contemporain de celui du Front populaire. D'une part, parce que les années trente correspondent à l'une des périodes les plus brillantes du cinéma français et, d'autre part, parce que ce cinéma était plein de la présence du « peuple » et de ses aspirations (Renoir, Carné, Clair, Duvivier, etc.).

De même il n'est pas tout à fait indifférent de se souvenir que les manifestations contre le pouvoir gaulliste à l'occasion du limogeage de Henri Langlois ont été un événement précurseur de Mai 68. De même que la *Chinoise* de Godard avait été un de ses symptômes. Godard, vieil habitué de la « theque » et animateur de la bataille Langlois (voir encadré). Oui, la Cinémathèque et la politique, cette politique-là, la nôtre, ont plus d'un lien en commun.

Henri Langlois était le « dragon qui veille sur nos trésors », disait Cocteau. Il est né en Turquie en 1914. De 1936 à 1977, date de sa mort, l'histoire de la Cinémathèque se confond avec la vie de Langlois et vice-versa. Après avoir créé un ciné-club à Paris, en 1935, avec Georges Franju, il fonde la Cinémathèque en 1936, toujours avec Franju, avec le futur historien du cinéma Jean Mitry et avec le concours de Paul-Auguste Harlé, directeur du journal

coopératif la Cinémathèque française.

Ainsi prenait corps une idée que Langlois caressait depuis plusieurs années et qui commençait à faire son chemin dans l'esprit de beaucoup de gens depuis que le journal *Pour vous* avait publié la liste de centaines de chefs-d'œuvres appelés à disparaître.

Un principe : tout conserver ; une doctrine : l'avenir sera ainsi libre de juger sur pièces ; une hantise : la destruction des films par des exploitants trop soumis aux phénomènes de mode et d'économies à courte vue. Il est vrai que par pans entiers le patrimoine disparaissait, des continents entiers du cinéma mondial sont définitivement perdus.

« En 1932, le public, qui croyait encore en 1930 que le bon ton consistait à préférer le muet au parlant, se serait cru déshonoré à l'idée de voir un film muet », écrivait Langlois. En 1934, plus du tiers de la production française avait disparu... « Un crime contre la civilisation », ajoutait-il.

Avec ses collaborateurs, Lotte Eisner (la mémoire et la conscience du cinéma allemand), Marie Epstein, Mary Meerson, Langlois va réunir (non sans mal), conserver (pas toujours dans les meilleures conditions) et montrer (parfois de manière fantaisiste) la

plus grande collection de films de la planète.

La Cinémathèque française sera le modèle de dizaines et de dizaines de cinémathèques de par le monde ; elle deviendra la véritable université vivante du cinéma français et mondial en particulier des cinéastes de la « nouvelle vague » qui y feront leurs classes (Godard, Truffaut, Chabrol, Rivette, Rohmer, etc.).

Aujourd'hui, les projets cultureux du gouvernement, les grandes manœuvres des uns et des autres autour des « révolutions dans le paysage audiovisuel », la culture-communication conçue comme la pure vitrine de l'épate ou du gadget technologique de la bourgeoisie font que l'avenir du cinéma ne sera peut-être pas aussi brillant que ne l'a été le passé.

La Cinémathèque qui a les moyens légaux (le dépôt obligatoire de tous les films distribués en France ; le dépôt, en 1950, de tous les « films flamme » — films au nitrate — interdits à l'exploitation) et matériels de poursuivre ses tâches traditionnelles (stocker, identifier, restaurer, montrer) est tributaire du service public, d'une politique culturelle et du respect de la mémoire collective... Rien de tout cela n'a le vent en poupe ! Les dangers d'adaptation sont grands.

Piotr Gourmandish

L'AFFAIRE

Le 9 février 1968, un coup de force du ministère des Affaires culturelles (Malraux) et du CNC (créé sous Vichy pour « verrouiller » le cinéma français et maintenu après la Libération) vire Langlois de son poste de directeur artistique et technique de la Cinémathèque pour le remplacer par un certain Barbin.

Truffaut, administrateur, quitte le conseil d'administration avec la minorité pour ne pas cautionner l'opération. Le lendemain, c'est l'indignation. Tout ce qui compte dans le cinéma français, la presse, les « cinéphiles » se mobilise.

Le ministère commence à paniquer et invente n'importe quoi. Les gens du CNC « pouvaient-ils imaginer que la Cinémathèque était le

cœur véritable du cinéma français ? », écrit Jean-Louis Comolli. Non. Il s'agissait de faire main-basse sur l'un des seuls organismes culturels à avoir échappé à l'hégémonie gaulliste-gaullienne.

Le dimanche 11, la mobilisation se poursuit. Le lundi, la campagne de presse, relayée à l'étranger, s'étend et se durcit. Le 12, soixante cinéastes interdisent la diffusion de leurs films dans une cinémathèque décapitée de Langlois. Les héritiers de cinéastes décédés et les syndicats se joignent à la mobilisation. Première manifestation des professionnels avec piquets devant la Cinémathèque.

La profession est unanime toutes tendances confondues. Le mardi, les employés licenciés manifestent. Le

14, toute la profession est sur place, la police aussi. Violente répression, Godard, Truffaut, Tavernier sont blessés. Entre autres. Jeudi 14, la solidarité internationale est à son comble.

Le 16, conférence de presse au studio Action présidée par Godard. Tous les réalisateurs sont là. L'ORTF ne pipe mot, cinq télévisions étrangères sont présentes et trois cents journalistes. Un Comité de défense est créé, présidé par Renoir et Resnais... Langlois est réintégré !

Une belle semaine ! Prémonitoire tant de Mai 68 que de ce qu'il faudrait faire et n'a été fait qu'à moitié contre les projets de saucissonnage des films à la télé, la privatisation de TF 1, les coups bas de Léotard et de Villiers contre l'enseignement du cinéma.

LES GEOGRAPHES VOUS SALUENT BIEN

Deux numéros de la revue « Hérodote »

Il y a dix ans naissait la revue *Hérodote*, événement qui devait mettre en émoi le monde jusqu'alors tranquille des géographes. Et pour cause ! Sa devise n'était autre que : « *La géographie, ça sert d'abord (mais pas seulement) à faire la guerre.* » Par cette formule, ses initiateurs ne faisaient que rappeler une évidence, à savoir que la géographie est avant tout une approche politique et stratégique des questions liées à l'espace terrestre et à ses complexités.

Depuis 1976, *Hérodote* est devenue la plus importante publication française de géographie. Chacune de ses livraisons permet de mieux connaître la géopolitique, terme qui désigne l'articulation entre les phénomènes politiques, les questions militaires et les relations entre Etats. Les deux derniers numéros constituent de parfaits exemples du travail de l'équipe dirigée par Yves Lacoste.

Le numéro 40 est ainsi consacré aux « *Géopolitiques de la France* ». Il s'agit d'un passionnant recueil d'articles qui tentent d'appréhender la réalité de l'Hexagone à ses différents niveaux, au plan mondial, dans le cadre du vieux continent, mais aussi du point de vue intérieur, à travers notamment la structure des régions. Sur ce dernier aspect, Béatrice Gi-

belin revient sur la géographie des régions françaises, ses transformations depuis le début du siècle jusqu'à la dernière réforme régionale et au scrutin de 1986. Tandis que Marie-Vic Ozouf Marigner opère un retour historique sur la création des départements au XVIII^e siècle.

Mais la plus grande partie du numéro est consacrée au poids des facteurs extérieurs dans l'évolution politique du pays. Car, comme l'indique la jaquette, « *La France est située dans l'angle de deux zones de tension d'envergure planétaire : celle de l'Europe centrale qui oppose l'Est et l'Ouest, celle de la méditerranée qui sépare le Nord du Sud.* ». Successivement, Yves Lacoste, Michel Korinman, René Girault, Robert Fossaert et Joël Bonnemaison traitent de ces grandes questions, à travers l'étude de la question allemande, des transformations du dispositif géostratégique français dans l'hypothèse d'une guerre « néoclassique » et des rapports avec la zone Pacifique.

Le numéro 41 a, lui, pour titre : « *Le Jeu des frontières* ». La quasi-totalité de cette livraison est consacrée à l'Afrique, hormis un long article de synthèse de Stéphane Yerasimos sur le tracé actuel des frontières au Proche-Orient, lié durant les trente premières années de ce siècle à

l'envol de l'économie pétrolière.

Deux grands thèmes sont abordés à propos de l'Afrique. Le premier est celui des bantoustans d'Afrique du Sud. Anémone Berès décrit le maître-projet des racistes de Pretoria, celui d'une Afrique du Sud purement blanche. La mise en œuvre d'une telle entreprise, qui n'est pas encore parvenue à son but ultime (retirer à tous les Noirs la nationalité sud-africaine), est retracée de façon particulièrement claire dans l'article. Tout juste peut-on regretter que la résistance à ces manœuvres ne soit pas évoquée et que la conclusion un peu trop prudente sur Buthelezi (« Premier ministre du KwaZulu ») laisse de côté la façon dont lui et les autres chefs de bantoustans se comportent vis-à-vis de la population qui y est rattachée.

Le gros de la revue revient sur la Conférence de Berlin, dont le centenaire était célébré l'an dernier et qui vit le partage de l'Afrique entre grandes puissances. De la conférence sont sorties des frontières, dont Yves Lacoste rappelle fort justement qu'elles « *n'ont pas été tracées par des combats sur le terrain mais par les tractations de diplomates tous étrangers aux populations dont ils se partageaient les territoires.* »

Raphaël Duffleaux

CINEMA

□ **MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE**, de Stephen Frears. A Londres, en 1986, entre quelques résidus d'humanité appartenant au National Front et une famille de Pakistanais un pied dans les affaires, un autre dans les magouilles, les déboires d'un jeune Anglais déclassé et bagarreur bien que nonchalant et de son vieux copain « paki ». La vie à Londres. Les rêves de réussite se cristallisent autour d'une blanchisserie (il faut prendre le terme dans tous les sens, le Pakistanais se « blanchit », la drogue circule, l'argent « sale » s'y recycle) et autour de cette blanchisserie se tissent les rapports sociaux, affectifs, raciaux, érotiques, etc.

Stephen Frears s'intéresse à l'Angleterre de Thatcher côté Cour des

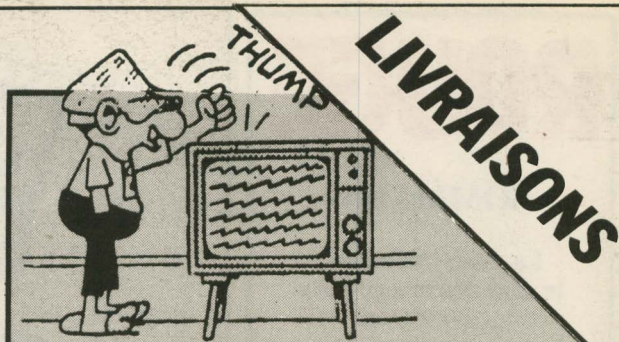
miracles, il s'intéresse aux gens et à ce qui intéresse les gens. Il s'intéresse à tout : son film est très intéressant.

□ **MELO**, de Alain Resnais. Une pièce de Henry Bernstein, un auteur dramatique de l'entre-deux guerres, du pur boulevard. Le triangle classique : le couple marié et l'amant. Ça se complique un peu : l'amant est le meilleur ami du mari. Pas de quoi fouetter un chat. Mais lorsque Alain Resnais prend la peine de faire un film, on dirait plutôt lorsqu'il prend le soin de faire un film, c'est que cela en vaut la peine. C'est tout au long de la dernière demi-heure du film que l'on s'aperçoit que le piège a bien fonctionné. Lorsque l'on en vient à l'aveu (pas celui de la femme, celui de l'amant). Un aveu qui ne se dit pas et qui ne se dira jamais. Resnais cesse de promener son spectateur, il le plante là, comme un

« idiot », à attendre cet aveu qui ne vient jamais, qui ne peut pas venir. Du coup le film gagne un certain mystère que rien ne laissait prévoir. Mystère moral presque qui renvoie le spectateur à sa triste condition de juge et peut-être de partie.

LIVRES

□ **UN ETHNOLOGUE DANS LE METRO**, de Marc Augé. Ce petit livre est une amusante variation sur le métro parisien, étudié avec humour et compétence par un ethnologue. Les usagers habituels s'y retrouveront portraituretés dans leurs habitudes ; moi, depuis que je l'ai lu, je me retourne pour guetter si on m'épie ! Mais il y a aussi des tas de réflexions judicieuses sur les noms des stations, la publicité, etc. (120 pages, 48 francs, Hachette).



☆ **Dimanche 21 h 50 (A 2).** *Orfeo*, opéra en cinq actes de Claudio Monteverdi, filmé par Claude Goretta dans les studios de Cinecittà.

22 h 30 (FR 3). *Yoshiwara*, de Max Ophüls, sur fond d'espionnage, un mélo assez beau, tiré d'un fade roman de Maurice Dekobra.

☆ **Lundi 17 h 45 (FR 3).** *Calibre*, l'excellente émission sur le polar.

20 h 35 (FR 3). *Le Bon Roi Dagobert*, de D. Risi avec Coluche, M. Serrault et U. Tognazzi. Ratage aussi « hénaurme » que l'humour dont le scénario se voulait pétri. Coluche est aussi inexistant que la mise en scène et seul ce diable de Serrault arrive à tirer son épingle du jeu.

20 h 35 (TF 1). *Bonny and Clyde*, d'A. Penn avec F. Dunaway et W. Beatty. Le film de Penn est à la fois une démythification de deux héros ordinaires produits par une société carnivore, mais aussi un fabuleux portrait intemporel d'une révolte de jeunes au sein de la plus grande crise capitaliste que le monde industriel ait connu. Humour et lyrisme se conjuguent pour faire de cette échappée suicidaire de quelques enfants du siècle un très grand film. Comme le disait Brecht dans *l'Opéra de quat'sous* : « *Qu'est-ce que le cambriolage d'une banque comparé à la fondation d'une banque ? Qu'est-ce que tuer un homme, comparé au fait de lui donner un travail rétribué ?* »

22 h 10 (TF 1). Portrait de l'architecte (entre autres...) du Grand Louvre : Ieoh Ming Pei.

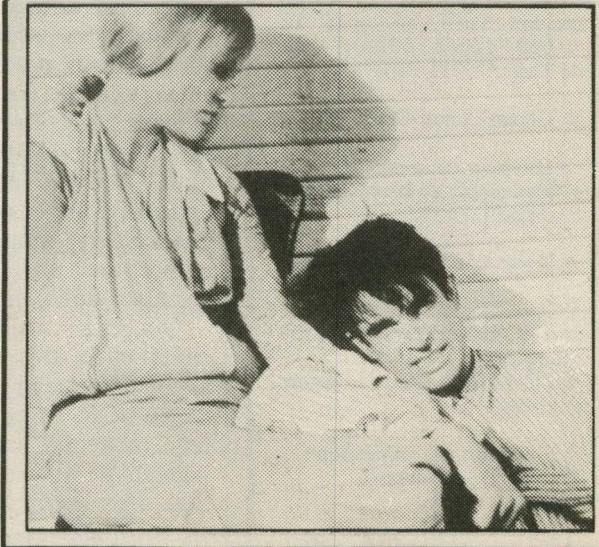
☆ **Mardi 20 h 35 (FR 3).** *Le Bon, la Brute et le Truand*, de S. Leone avec C. Eastwood, E. Wallach et L. Van Cleef. Après *Pour une poignée de dollars* et *Pour quelques dollars de plus* qui révélèrent brutalement le western transalpin, S. Leone réalisa en 1967 ce troisième western (sic) : long, mais encore traversé par des moments d'humour et non encore boursoufflé par la prétention, il se laisse regarder sans trop de mal...

☆ **Mercredi 13 h 50 (A 2).** *Un homme nommé cheval*, de E. Silverstein avec R. Harris. L'un des westerns américains qui donnèrent à voir, sans animosité ni schématisme, la vie ordinaire et rituelle des Indiens, à travers l'odyssée d'un lord anglais, prisonnier des Sioux.

☆ **Jeudi 20 h 35 (FR 3).** *La Dame aux Camélias*, de M. Bolognini avec I. Huppert. Produit typiquement « Gaumont » avec Huppert, bien trop jeune pour le rôle, dans une mise en scène apprêtée à laquelle il ne manque pas une dentelle. On reste loin, très loin de la superbe version de Cukor avec Greta Garbo !

☆ **Vendredi 23 h 00 (A 2).** Début d'un cycle consacré à Raoul Walsh (ah ! ah !...) avec *la Fille du désert* que Walsh réalisa en 1949. Déjà programmé l'an dernier par P. Brion dans « la dernière séance » (et en VO !) on ne boudra pas le plaisir de revoir ce remake du film noir *High Sierra*, que Walsh avait tourné en 1941, avec H. Bogart et Ida Lupino. Le couple J. Mac Crea-V Mayo y est aussi étonnant et sublime que celui de *High Sierra*. (Je rappelle aux amateurs de Walsh que l'ami Piotr vient de publier chez Edilig un *Raoul Walsh* fort utile, accompagné d'une très complète filmographie commentée.)

Michel Laszlo



ROUGE

SOMMAIRE

La proportionnelle,
le seul découpage juste
pages 2, 3, 4.

C'est à dire
page 5

Déclaration
du comité central
de la LCR
pages 6, 7, 8

CGT
Rentrée en fanfare
page 9

Renault
Epreuve de force
Page 10

La mort
du « Grand Timonier »
page 11

Courts métrages
pages 12, 13

Le petit peuple
de Hanoï
pages 14, 15

Pays Basque
Etat d'exception
page 16

Etats-Unis
Des trucs et des dégâts
page 17

Mécanos
sans frontière
page 18

Les télécoms
à l'heure informatique
pages 19, 20, 21

La « thèque »
à cinquante ans
page 22

Livraisons
page 23

☆ Hebdomadaire édité par la
société Presse-Edition-Communi-
cation SARL au capital de
70 000 F (durée : 60 ans), 9, rue
de Tunis, 75011 Paris.

☆ Gérant : Léon Crémieux.

☆ Directeur de la publication
et responsable de la rédaction :
Christian Lamotte.

☆ Tirage : 10 000 exemplaires.

☆ Rédaction administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108
Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 80 (lignes
groupées).

☆ Composition, impression :
Rotographie, Montreuil.
☎ (1) 48 59 00 31.

☆ Commission paritaire 63922.



Trois mois pour gagner !

C'est aujourd'hui une évidence que de dire que la presse bouge. Il ne se passe en effet pas de semaine sans que ceux qui règnent à la tête de grands groupes médiatiques ne cherchent à occuper de nouveaux créneaux. La privatisation de TF1, la résiliation de la concession accordée à la cinquième et à la sixième chaînes, les promesses engendrées par les progrès accomplis dans le secteur de la communication aiguissent les appétits.

Rouge n'a pas attendu ces grandes manœuvres et le retour de la droite pour faire peau neuve. Cela fait maintenant plus de six mois que notre hebdomadaire s'est doté d'une nouvelle formule. Sa seule ambition : vous offrir un produit de qualité, au service de vos luttes quotidiennes, tout en faisant la démonstration qu'une presse militante pouvait être attractive, agréable à lire et que, sans abandonner la moindre de ses convictions, elle pouvait se débarrasser de la langue de bois.

Oui, mais voilà ! Cet effort coûte cher, très cher. Il n'est assumable que si tous, militants de la LCR, sympathisants, lecteurs mettent le paquet pour faire nettement progresser la diffusion. Des premiers progrès ont été accomplis en ce sens. Ainsi,

en province, nos ventes enregistrent un bond d'un quart à un tiers, par rapport à la période antérieure au 30 janvier 1986. De même, de nouveaux abonnements nous parviennent. Toutefois, tout cela reste insuffisant et le déficit de notre budget deviendrait vite intolérable s'il devait se prolonger trop longtemps. Vous le savez, nous ne disposons ni de l'appui de grands groupes industriels et financiers, ni des rentrées de la publicité, ni des subventions que l'Etat accorde généreusement à la plupart des quotidiens.

Nous avons trois mois pour réussir. Trois mois pour stabiliser les ventes et les abonnements à un niveau compatible avec nos

capacités financières. Cet objectif n'est nullement irréaliste, tant les échéances se profilant à cette rentrée rendent plus que jamais indispensable un hebdomadaire comme le nôtre.

Militants, sympathisants, lecteurs, c'est donc à votre mobilisation que nous faisons aujourd'hui appel. Ce journal est le vôtre. Si vous pensez que notre nouvelle formule représente un acquis irremplaçable, alors c'est à vous qu'il incombe de la défendre. Partout en France, diffusez Rouge ! Faites-le connaître autour de vous, placez-le auprès de vos collègues de travail ! Prenez contact avec les sections de la Ligue pour vous joindre aux équipes de diffusion !

Dans quelques jours débutera la campagne de renouvellement des abonnements militants. Nous devons absolument atteindre ce trimestre l'objectif de deux mille cinq cents exemplaires. Et sur ce chiffre, nous avons tout de suite besoin de quatre cents abonnements de soutien au tarif de deux cents francs par trimestre. Il n'y a pas un jour à perdre ! Dès maintenant, il faut préparer cette échéance.

Enfin, dans les trois prochains mois, il faut que, dans tout le pays, soient organisées des initiatives financières de soutien à Rouge.

Nous ne vous le répéterons jamais assez : nous avons trois mois pour réussir.

ABONNEMENT A DOMICILE			Nom
	France DOM-TOM	Etranger	Prénom
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 1 an d'abonnement à Rouge et Critique communiste	450 F	500 F	Adresse
2. SIX MOIS DE L'HEBDO ROUGE	160 F		
3. CRITIQUE COMMUNISTE (mensuel), 1 an	150 F	170 F	
4. CAHIERS DU FEMINISME (5 numéros)	65 F	75 F	
5. INPRECOR (quinzomadaire), 1 an	250 F	250 F	
Abonnements par avion : nous consulter.			Formule choisie
			Règlement à l'ordre de la PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil. ☎ 48 59 00 80